



Ministry of Foreign Affairs

Rapport de la mission de cadrage RVO sur l'entrepreneuriat: Niger Catalystas

Commissioned by the Netherlands Enterprise Agency

*>> Sustainable. Agricultural. Innovative.
International.*



Rapport de la mission de cadrage RVO sur l'entrepreneuriat: Niger

(Août 2019 | Amsterdam, Pays-Bas)

Le rapport suivant a été rédigé par Catalystas, une agence de consultance en développement international intersectorielle et féministe. Son objectif est de fournir un instantané et un aperçu des programmes, des parties prenantes et des opportunités liées à l'entrepreneuriat des jeunes (18-35 ans) au Niger. Ce rapport est basé sur une mission de terrain de deux semaines entreprise par Catalystas en juin 2019 dans le cadre d'une mission plus large visant à fournir un aperçu des besoins et des opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat des jeunes au Niger, Mali et Burkina Faso.

L'objectif de cette mission et de ce rapport est d'aider le gouvernement néerlandais à soutenir et à développer les structures et/ ou initiatives existantes mises en place par d'autres acteurs locaux ou internationaux. (Un aperçu complet de notre méthodologie de recherche concernant ce rapport est disponible à l'Annexe H: Méthodologies de la recherche - Rapports sur l'entrepreneuriat). Nous avons accordé une attention particulière aux jeunes femmes dans les domaines de la productivité et des chaînes de valeur agricoles. Notre objectif en entreprenant cette évaluation entrepreneuriale par pays et en rédigeant ce rapport est de mettre en évidence les programmes et les initiatives qui pourraient être étendus dans les villes secondaires de Maradi et Tahoua qui font partie des villes cibles au Niger pour la politique néerlandaise. Le rapport qui suit se compose d'un narratif d'environ 25 pages et de ■■■ annexes qui, nous l'espérons, informeront suffisamment les lecteurs quant aux divers défis et opportunités des zones cibles et du pays. Ce rapport constitue en outre la première étape pour informer les décideurs politiques et le personnel des ambassades des multiples opportunités et défis qui doivent être pris en considération pour une intervention efficace dans le contexte entrepreneurial nigérien.

Ce rapport a été documenté, développé et compilé par Catalystas Consulting. L'équipe de projet était composée de chercheurs sur le terrain: Mme Aurelie Viard-Cretat et Mme Sandra Galbusera, une coordonnatrice de recherche Mme Beatrice Maneshi, une conseillère technique Mme Aviva Stein et des membres de l'équipe de consultation locale: M. Aboubacar Mafa Diarra, Mme Virginie Coulibaly, Mr. Titiama Stéphane et Ouma Kaltoume Issoufou.

Table des matières

Introduction	3
1. Aperçu du marché de travail	3
2. Politique gouvernementale concernant l'entrepreneuriat	6
3. Aperçu du secteur privé au Niger	9
4. Regard sur les Activités Économiques des Femmes	11
5. Culture entrepreneuriale	12
6. Scénario pour enregistrer une entreprise	15
7. Accès au financement, emprunts et prêts	17
8. Education, Capital Humain and Renforcement des Capacités sur l'Entrepreneuriat	19
9. Projets et programmes pour l'entrepreneuriat	25
10. Recommandations au gouvernement néerlandais	25

Acronyms

Annexe B: Liste des stakeholders pour le Niger

Annexe F: Bibliographie

Annexe H: Méthodologie de l'Entrepreneuriat

Introduction

Dans les chapitres suivants, sur base des recherches et des constats sur le terrain, il s'avère clairement que les obstacles pour « entreprendre au Niger » ne sont pas minimes. En tant que Catalystas nous mettons de manière non-exhaustive l'accent sur le peu d'esprit entrepreneurial et le manque d'entreprises et d'entrepreneurs 'modèles' au Niger.

De plus, nous mentionnons le contexte particulièrement complexe et difficile pour l'entrepreneuriat, que ce soit du côté étatique ou sécuritaire, que par des facteurs socioculturels et climatiques, ce qui a récemment entraîné le retrait et/ ou la faillite d'entreprises 'phares' telles que la brasserie nationale Braniger ou la compagnie de transformation d'huile Olga Niger. Plusieurs interlocuteurs avec qui Catalystas a pu échanger lors de sa mission sur le terrain, ont mis le doigt entre autres sur l'absence de bonne gouvernance, la fraude fiscale et la 'porosité' des frontières, notamment avec le Nigéria.

Enfin, nous mentionnons également d'autres aspects culturels des populations nigériennes, notamment leur préférence pour la consommation des produits étrangers, l'inégalité hommes-femmes dans plusieurs domaines de la vie et leurs attentes irréalistes d'emploi auprès des structures étatiques.

1. Aperçu du marché du travail

A. Emploi par répartition de l'activité économique

Historiquement, l'Etat nigérien reste le premier employeur 'formel' au Niger et le premier employeur moderne avec 34 184 salariés en 2005, la masse salariale absorbant l'essentiel du budget de l'Etat au détriment des actions d'investissement. Selon le genre, la répartition des fonctionnaires fait ressortir une disparité énorme entre les hommes et les femmes. Sur un total de 39 746 agents (en 2000), on comptait 10.349 femmes, soit une proportion de seulement 26%.

Selon l'annuaire des Entreprises inscrites au Niger, on ne mentionne que 8 compagnies d'envergure. Cependant, dû à des facteurs économiques et de sécurité nationale, plusieurs entreprises –multinationales et nationales- ferment actuellement leurs portes e.g. Braniger, Olga Oil, Orano. La plupart des entrepreneurs préfèrent rester dans l'informel (ne pas demander un NIF pour échapper aux exigences fiscales); en général, peu d'entreprises dans le secteur formel opèrent au Niger ; cela vaut particulièrement pour le secteur agro-alimentaire. L'irrégularité du travail, les variations saisonnières des activités et le sous-emploi constituent autant de caractéristiques de l'emploi informel qui contribuent, avec les éléments évoqués ci-dessus, à accroître la vulnérabilité à la pauvreté des travailleurs de ce secteur.

En ce qui concerne l'emploi des jeunes, il constitue une priorité et une préoccupation importante du gouvernement nigérien. Avec un taux d'accroissement naturel de l'ordre de 3,3%, la population nigérienne croît à un rythme rapide. A cela, s'ajoutent l'inadéquation entre la formation et les besoins du marché du travail, la faiblesse du système éducatif en termes d'offre, d'accès et de qualité et le faible niveau général de développement humain du pays. Cela se traduit par la persistance, en ville comme dans les zones rurales, des problèmes économiques et sociaux tels que la pauvreté, l'analphabétisme, la mendicité, la délinquance, l'exode, etc. L'ANPE estime que 34,62% en moyenne de la population active est sous-employée au niveau national.

En zone rurale, les principales sources d'emploi sont l'agriculture, l'élevage, la pêche et le secteur rural non agricole regroupant notamment des activités de transformation des produits agro- sylvopastoraux, l'artisanat, les activités de fabrication de matériel agricole et ménager, le commerce, le bâtiment, les services de transport, les services de restauration et autres services.

Du point de vue économique, en ce qui concerne les régions, le caractère de Maradi comme la capitale économique et commerciale est accentué grâce à sa proximité avec le Nigeria voisin. En revanche, cela entraîne également de la contrebande et un danger imminent de terrorisme et banditisme. Pour ce qui est la région de Tahoua : cette ville souffre depuis des décennies d'une instabilité de sa population active; c'est un sujet de plaisanterie, mais l'exode de la ville de Tahoua vers la capitale de

Rapport de la mission de cadrage RVO sur l'entrepreneuriat: Niger

Niamey et notamment à l'étranger s'est imprégné dans sa culture à tel point « qu'on n'est 'prêt(e) à se marier' que lorsqu'on fait la preuve de l'étranger ».

B. Stratégie de développement du secteur privé de la part du gouvernement

Du point de vue historique, et contrairement à d'autres pays de l'Afrique francophone (Côte d'Ivoire, Sénégal) le Niger n'a pas hérité d'infrastructures administratives et sociales solides et d'un tissu industriel soutenu par un secteur privé dynamique.

L'économie nigérienne est restée fondamentalement dominée par un secteur rural dont la contribution au PIB se situe autour de 40% au cours des 15 dernières années. Aujourd'hui, ce secteur utilise près de 82% de la population active. En outre plus de 83% de la population nigérienne est rurale.

De plus, les activités du secteur sont restées dépendantes des aléas climatiques, et les techniques de production utilisées demeurent archaïques. Dû à la crise économique de la première moitié des années 80 et aux politiques d'ajustement qui se sont traduites, entre autres, par une aggravation du chômage et du phénomène de pauvreté, l'économie nigérienne a été structurellement dans l'impossibilité de générer des emplois pour absorber les anciens employés qui perdent leur emploi et les primo demandeurs qui, compte tenu de la dynamique démographique, arrivent massivement sur le marché de travail.

Le secteur privé est très embryonnaire et mal préparé pour une modernisation des techniques de production, ainsi qu'une création massive d'emplois.

C. Aperçu général pour la capitale et par ville secondaire

Les secteurs agro-sylvo-pastoraux représentent la principale source d'activité économique du pays. Ils occupent 82% de la population active. Au Niger, le secteur agricole est encore archaïque et la population pratiquant cette activité se retrouve souvent face à la pauvreté. En effet, 35,3% des ménages utilisent les matériels agricoles modernes tels que la charrue, contre une forte utilisation (64,7%) de matériel de type traditionnel tels que la hilaire.

La majeure partie de la production (85%) est autoconsommée. Les principaux freins au développement du secteur agricole sont: le faible volume de l'investissement privé dans l'agriculture; la manière archaïque dont est pratiquée l'agriculture; et l'absence de filière et de véritable chaîne de valeur porteuse pour la production à grande échelle.

Confronté à ces défis, le gouvernement nigérien poursuit activement la mise en œuvre de l'Initiative 3N : « Les Nigériens Nourrissent les Nigériens » qui constitue un exemple de succès et de bonnes pratiques dans le domaine de la sécurité alimentaire et du développement agricole. Cette Initiative a pour objectif de renforcer les capacités nationales de production alimentaire, d'approvisionnement et de résilience face aux crises alimentaires et aux catastrophes naturelles.

Les problèmes de sécurité dans les régions ont des conséquences sur les activités de marché et les résultats de l'aide humanitaire au Niger. L'insécurité provoquée par Boko Haram dans la région du lac Tchad a perturbé le fonctionnement des marchés agricoles, y compris le marché de la capitale de Niamey.

i. Niamey

Capitale nationale, la ville de Niamey constitue le principal pôle commercial et administratif et elle abrite la plupart des industries du pays. Elle est la ville la plus peuplée, comptant, en 2012, 1 026 848 habitants (49,78 % d'hommes et 50,22 % de femmes). De nombreux jeunes sans emploi doivent partir en quête d'opportunités vers des villes, notamment Niamey, qui ne disposent actuellement ni d'infrastructures pour les accueillir ni d'emplois à leur offrir. D'autres iront chercher des emplois par l'émigration. L'existence d'importants contingents de jeunes sans emploi constitue un facteur de risque politique et social majeur.

Rapport de la mission de cadrage RVO sur l'entrepreneuriat: Niger

La région de Niamey est une mégapole, qui vit essentiellement de l'importation de produits alimentaires, et n'exporte presque rien vers l'extérieur. Divers produits en provenance de toutes les régions du Niger sont transportés vers la capitale de Niamey, tels que: les céréales, les tubercules, la canne à sucre, l'arachide, le moringa, l'oignon, l'ail, la pomme de terre etc.

ii. Maradi

La Région de Maradi est située au centre sud du territoire nigérien. Elle est limitée à l'est par la Région de Zinder, à l'ouest par la Région de Tahoua, au nord par les régions de Tahoua et Agadez et au sud par la République fédérale du Nigeria. Capitale économique, la ville de Maradi est le plus grand pôle économique du pays. Elle doit son essor à sa position stratégique sur la route principale qui relie les plus grandes villes du pays, Niamey et Zinder.

Concernant l'aspect démographique, la région de Maradi reste la plus peuplée du Niger avec une population estimée à 3 678 028 habitants en 2015. Un autre élément important est que la majeure partie de la population (2 747 666 personnes en 2012) de la région réside dans le milieu rural, soit 85,4 %. En s'intéressant à la répartition par âge, elle est marquée par une forte proportion de jeunes (54,7% de la population a moins de 15 ans). Cette forte proportion des jeunes est synonyme d'un accroissement de certains besoins sociaux comme l'éducation, la santé et surtout l'emploi.

Maradi est avant tout une ville marchande jouant, à l'égard de son arrière-pays, le rôle de plaque tournante dans le commerce des produits agricoles et des marchandises. De plus, sa situation géographique fait d'elle une ville frontière: le Nigeria n'est distant que d'une quarantaine de kilomètres et Kano n'est guère à plus de trois heures de route.

Du point de vue économique, dans la région il y a encore du potentiel à exploiter pour la transformation d'oignon, tomate, poivron, mangue, sésame, souchet, lait et viande (kilichi de Tessaoua) et cuir et peaux dont celles très recherchées de la chèvre rousse de Maradi.

Il convient de noter une forte potentialité en matière de transformation d'arachide en huile, ce qui explique l'existence de l'unique huilerie du Niger à Maradi, « OLGA OIL » et qui n'arrive pas à satisfaire la demande nationale. Il est déplorable que cette huilerie ait récemment annoncé de fermer ses portes, dû à la forte compétition des 'voisins du Nigéria' et à la préférence des consommateurs nigériens pour des produits étrangers.

Des menaces imminentes de sécurité se présentent dans la région de Maradi, dû à la proximité de la frontière avec Nigéria et l'existence des groupes armés. Lors de la mission Catalystas il y a eu des incidents à propos d'une législation contestée sur la tolérance religieuse, dans le cadre desquels des individus voulant 'défendre' un marabout antichrétien ont incendié une église.

iii. Tahoua

Tahoua est la quatrième grande ville du pays, avec une population de 149 498 personnes (49,56 d'hommes et 51,44 % de femmes). Elle constitue un point de passage sur l'axe qui relie les villes de l'est et du sud-est aux villes du nord, position qui lui a permis de devenir un centre économique important à l'échelle du pays.

La région de Tahoua est une zone agro pastorale et l'élevage y est très développé pour la production de viande (bovins, ovins, caprins, et camelins) et la production de lait (bovins et camelins). A noter, d'importants sites miniers dans la zone, qui sont à même de générer des emplois pérennes; il s'agit du charbon et du phosphate. L'artisanat est aussi très développé et tend à prendre une importance à ne pas négliger dans le milieu des ethnies Touaregs et Peuls.

Il existe des mesures de sécurité pour le personnel local/ expatrié des organismes internationaux qui se rendent dans la région de Tahoua. Pour cette raison, il n'y pas de passage sans escorte dans les zones rouges dans les régions de Tillabéri, Nord Tahoua, Diffa et Agadez. Cela affecte l'exploitation opérationnelle des chaînes de valeur surtout pour les maillons du transport et de la commercialisation; il y a par exemple de fortes restrictions pour le passage de motos, qui sont le moyen de transport pour les paysans familiaux dans leurs activités d'accès au marché local. Cette situation aggravante d'insécurité affecte également les hommes et les femmes dans leur liberté de mouvement en général, entre autres pour l'accès à l'école, aux magasins etc ...

Rapport de la mission de cadrage RVO sur l'entrepreneuriat: Niger

Enfin, face à la réputation de la région de Tahoua associée à un taux relativement élevé d'immigration (nationale et internationale), il existe diverses mesures telles que la mise à disposition des prêts aux jeunes pour décourager l'exode rural et créer les conditions d'un exode urbain vers les zones rurales. Ceci permettrait de réduire le chômage urbain et le sous-emploi rural.

2. Politique gouvernementale concernant l'entrepreneuriat

A. Opportunités et contraintes

En ce qui concerne les stratégies nationales et locales (municipales) de développement du secteur privé (au niveau de l'État, des ministères, des municipalités, des provinces, etc.): le Niger dispose d'un "Plan de Développement Économique et Social" couvrant la période 2017 à 2021; cependant ce document ne fait pas spécifiquement cas des mécanismes de développement du secteur privé.

Pour illustrer la situation socio-économique du Niger, quelques données essentielles: en 2016 le PIB par habitant était de 381,1 USD (Annuaire statistique du Niger édition 2017) et le taux de chômage était de 15,9% dont 11.78% pour les hommes et 24.95% pour les femmes. Nous n'avons pas pu trouver un indice fiable plus à jour du taux de chômage.

En ce qui concerne la position des groupes vulnérables dans le secteur privé, en particulier les groupes minoritaires et les personnes handicapées, en principe la loi ne fait aucune différenciation entre les personnes valides et les personnes en situation de handicap. Mais la pratique montre que ces dernières ont difficilement accès à l'éducation et aux activités économiques, ce qui fait que bon nombre d'entre elles se retrouvent dans la mendicité.

En décrivant la position de la diaspora de retour dans le secteur privé, il n'y a pas un réel engouement de la diaspora envers le secteur privé. La majorité des transferts des fonds des Nigériens à l'étranger consiste en une aide financière aux parents restés au pays.

Les intervenants pertinents sont mentionnés sur [redacted] la liste des parties prenantes (Annexe B : Liste des stakeholders pour le Niger).

Dans l'optique de renforcer le cadre institutionnel et juridique en matière d'entrepreneuriat des jeunes au Niger, l'Etat du Niger et ses partenaires ont décidé d'actualiser le Cadre Stratégique National de Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes. La méthodologie utilisée pour la rédaction de ce document a été basée sur un état des lieux de l'entrepreneuriat des jeunes au Niger. Celui-ci a été fait grâce à une recherche documentaire et à l'organisation d'ateliers dans les huit régions du pays pour recueillir les points de vue et les préoccupations des principaux acteurs de l'écosystème entrepreneurial. Les fiches de synthèse pour les régions de Maradi, Niamey et Tahoua qui sont présentées dans un Annexe séparé non officiel.

Synthèse des opportunités et contraintes à la promotion de l'entrepreneuriat au Niger

Opportunités	<ul style="list-style-type: none"> · Jeunesse de la population · Riche patrimoine historique et culturel · Qualité des produits artisanaux · Potentiel considérable en minéraux · Potentialités en matières premières · Potentialités agro-sylvo-pastorales · Potentiel hydrique national · Position géographique
---------------------	---

Contraintes	<ul style="list-style-type: none"> · Forte exposition aux risques naturels · Enclavement du pays · Insuffisance et obsolescence des infrastructures · Forte croissance démographique · Faible niveau d'alphabétisation · Faible culture entrepreneuriale · Préjugés socio-culturels
--------------------	--

B. Les entités gouvernementales ayant un impact sur l'entrepreneuriat et leur efficacité

Au niveau régional pour l'Afrique de l'Ouest, il existe une ouverture commerciale des frontières qui facilite les échanges intra-africains, en levant les barrières tarifaires et non tarifaires. Cette zone nommée la Zone de Libre-échange Continentale africaine (ZLECA) ambitionne de créer ce grand espace propice au développement du commerce, et de l'industrie. En marge du Sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernements de l'UA, il y a eu récemment (le 5 juillet 2019) le lancement officiel de l'Édition 2019 du Forum des Affaires de la ZLECA. La question reste de savoir si cela constitue un avantage décisif pour le monde des Affaires, qui doit pouvoir tirer le meilleur parti des opportunités qu'offre ce nouveau cadre juridique et politique aux investissements intra-africains et, d'une manière générale, au monde des affaires.

Au niveau national du Niger, il faut relever l'existence de la nouvelle stratégie de Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes: développée depuis 2008 par l'Etat du Niger et ses partenaires dans le cadre de la Politique Nationale de la Jeunesse et du Cadre Stratégique National pour la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes. Cependant, force est de constater que cela ne prend pas en compte les préoccupations actuelles des bénéficiaires et des acteurs principaux dans le domaine. Ainsi, dans l'optique de renforcer le cadre institutionnel et juridique en matière d'entrepreneuriat des jeunes au Niger, l'Etat a décidé d'actualiser le Cadre Stratégique National de Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes.

Le coût total de la mise en œuvre de la stratégie, d'une durée de cinq ans (2020-2025), est estimé à 3 milliards 639 millions de FCFA (5.6 million EUR), dont 478 millions de FCFA (727.060 EUR) destinés au programme pilote et 195 millions de FCFA (296.600 EUR) à l'installation et au fonctionnement de l'Unité de Gestion. Les fonds du budget national seront mis à contribution dès janvier 2020, en vue d'accélérer le démarrage des activités. Au total, 60% du financement sera assuré par le budget national. Le reste des ressources sera recherché auprès des partenaires au développement dont plusieurs interviennent déjà en faveur des jeunes, à travers de multiples projets et programmes.

Pendant les entretiens de la mission Catalystas sur le terrain au Niger, plusieurs interlocuteurs ont mentionné de manière positive et enthousiaste la nouvelle Stratégie d'Entrepreneuriat des jeunes, ce qui amène à suggérer au gouvernement néerlandais/ RVO de considérer un soutien 'moral' et financier à ce Cadre Stratégique National pour la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes de l'Etat du Niger, en étroite relation avec le Ministère de la Promotion de l'entrepreneuriat des Jeunes en relation avec le Ministère des Finances qui prendra des contacts avec les bailleurs de fonds ciblés y compris la représentation du gouvernement néerlandais. Voir également Recommandation # 5 dans le Chapitre 10 de ce rapport.

C. Les organismes de réglementation ayant une incidence sur les PME et les nouvelles entreprises

Le plus important organisme de réglementation dans ce domaine est le Ministère de l'entrepreneuriat des jeunes: conformément au Décret N°2016-624/PM du 14 novembre 2016, précisant les attributions des membres du Gouvernement, le Ministère de l'Entrepreneuriat des Jeunes est chargé, en lien avec les autres Ministères concernés, et conformément aux orientations définies par le Gouvernement, de la conception, de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation de la politique nationale en matière d'Entrepreneuriat des Jeunes. A ce titre, il est chargé de :

- identifier les secteurs porteurs pour un Entrepreneuriat massif des jeunes, diplômés ou non ;
- concevoir en relation avec les autres ministères les stratégies de formation, d'accompagnement, de coaching des jeunes entrepreneurs ;

Rapport de la mission de cadrage RVO sur l'entrepreneuriat: Niger

- concevoir une politique cohérente, rationnelle d'appui au financement des activités des jeunes Entrepreneurs;
- promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes en développant des programmes d'appui à l'entrepreneuriat de ces jeunes ;
- promouvoir les mécanismes anciens et nouveaux de financement des projets des jeunes diplômés.

Ce Ministère de l'Entrepreneuriat des Jeunes s'est donné comme objectif stratégique, de promouvoir l'entrepreneuriat. Toutes ces actions s'alignent au sous-programme « 5.7 : Développement de l'entrepreneuriat des jeunes » du Programme 5 de l'axe 3 contenu dans le PDES 2017-2021 et son Plan d'actions prioritaires. Les actions majeures retenues dans le PAP sont la Facilitation de l'accès des jeunes au crédit ; le renforcement des structures d'accompagnement des jeunes entrepreneurs; le renforcement des capacités des jeunes promoteurs et entrepreneurs et la création des emplois décents pour les jeunes dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage.

L'Agence Nationale de Promotion de l'Emploi (ANPE) est également un acteur majeur; c'est un Établissement Public à caractère Administratif créé en 1996 ; elle est chargée entre autres du placement des demandeurs d'emploi et de la contribution à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique nationale de l'emploi, notamment par l'exécution des programmes d'insertion et de réinsertion des demandeurs d'emploi, de leur orientation et des actions tendant à la promotion de l'emploi.

Plus récente, la [Maison de l'entreprise](#) a été créée par décret n°2012-247/PRN/MC/PSP/MM/DI du 30 mai 2012, et a pour mission principale de renforcer le tissu économique par l'émergence d'entreprises compétitives et l'amélioration du climat des affaires. La Maison de l'Entreprise a comme missions entre autres de faciliter les procédures et démarches administratives de création des Petites et Moyennes Entreprises (PME) notamment à travers le Guichet Unique, et d'accompagner les PME pour la mise en place d'outils de gestion adaptés à leurs besoins organisationnels, techniques, financiers ou commerciaux afin de faciliter leur développement. Il est utile de mentionner également la mission de renforcement des compétences managériales des responsables des PME par l'information, la formation, le parrainage et le compagnonnage industriel et l'identification des obstacles et contraintes, ainsi que de proposer aux autorités compétentes les mesures organisationnelles et réglementaires nécessaires pour y remédier ; et enfin de mettre en place et animer l'Observatoire des Petites et Moyennes Entreprises. La maison de l'Entreprise est un outil fédérateur et dynamique au service des entreprises. Elle vise d'une part à permettre aux porteurs de projets et aux entrepreneurs d'accéder en un seul lieu à une offre structurée de services qui lui sont dédiés et d'autre part à assurer une meilleure synergie des actions des différents partenaires en faveur du secteur privé. La création de la Maison de l'entreprise, en 2012, fait partie des réformes institutionnelles les plus pertinentes opérées pour la facilitation et l'allègement des procédures de création d'entreprises. Cependant cette structure n'est présente pour le moment qu'à Niamey et à Zinder.

Catalystas a également visité la DAC POR (Direction de l'Action Coopérative et de Promotion des Organismes Ruraux); leur mission consiste à stimuler la mise en coopérative, ce qui est d'actualité avec la nouvelle loi OHADA au niveau régional de l'Afrique de l'Ouest. Entre autres acteurs, la FAO appuie la vulgarisation de l'acte uniforme relatif au droit des sociétés coopératives. Bien que ce nouvel acte soit entré en vigueur en 2013, lors de la mission Catalystas au Niger il s'est avéré qu'il a encore du travail pour renforcer les connaissances techniques des structures coopératives et de favoriser leur autonomisation. Voir également Recommandation # 5 dans le Chapitre 10 de ce rapport.

Il est à noter que les différentes sessions de vulgarisation s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du programme «Accélération de l'Autonomisation Économique des Femmes Rurales» au Niger conjointement exécuté par la FAO, le FIDA, l'ONU femmes et le Programme Alimentaire Mondial (voir Annexe C n° 29). Ce programme vise à améliorer les conditions de vie et renforcer les droits des femmes rurales dans le contexte du développement durable en contribuant notamment au renforcement du leadership féminin, en améliorant la sécurité alimentaire et nutritionnelle et en soutenant l'accroissement des revenus des femmes rurales pour leur permettre de subvenir à leurs besoins.

Enfin, l'AVCN est l'Agence Nationale de Vérification de Conformité aux Normes: elle sert à faciliter la certification des produits nationaux et importés. Lors de la mission Catalystas au Niger, il s'est avéré grâce à plusieurs entretiens menés que l'accès à cette institution publique est trop difficile pour les jeunes entrepreneurs. Parmi d'autres acteurs de développement, Oxfam Niger offre des actions d'accompagnement. Ils ont développé un guide national pour bien déterminer les étapes de certification (en juin 2019 en français, et prévu également en hausa et zarma)

Rapport de la mission de cadrage RVO sur l'entrepreneuriat: Niger

Le secteur secondaire de la fabrication industrielle représente quelques 17% du PIB (2016), dont la moitié revient aux industries extractives que sont le pétrole et la production minière, uranifère et aurifère (11%). Les activités de fabrication alimentaire et de produits pétroliers contribuent, quant à elles, à environ 5% du PIB. Le secteur industriel nigérien est très peu développé. Il doit faire face à de nombreuses contraintes parmi lesquelles les principales sont (i) la faiblesse des ressources humaines pour prendre en charge le management et la gestion technique et financière des entreprises, (ii) des investisseurs nationaux et internationaux qui ne souhaitent pas prendre le risque industriel et préfèrent se cantonner aux activités de négoce, (iv) de la concurrence par le marché frauduleux et de contrebande, (v) d'un environnement des affaires insuffisamment sécurisé pour les investisseurs car encadré par des réglementations parfois incohérentes, des procédures administratives et juridiques complexes et manquant de transparence ainsi que (vi) du faible accès au financement pourtant indispensable pour réaliser les investissements requis en vue du développement de l'entreprise (SDNOIP[4], 2016).

Elles se voient de plus confrontées à des problèmes de certification et d'emballage, en plus des problèmes de stockage, de conservation et de transport ; l'AVCN (sous la tutelle du Ministère de l'industrie) est peu accessible pour les PME, il faut qu'un bailleur externe finance le processus lourd et cher pour obtenir la certification des produits agricoles (transformés). En général, surtout pour les maillons de transformation industrielle, les groupements en coopératives s'imposent pour pouvoir profiter des avantages comparatifs de la mise en réseau, du partage à plus grande échelle etc ..., mais on remarque un manque de compétences organisationnelles et de mesures incitatives pour « mettre en coopérative » voir également la loi OHADA promue par DAC/ POR (sous la tutelle du Ministère de l'agriculture).

En règle générale, Catalystas a pu observer sur le terrain plusieurs projets et programmes prometteurs pour stimuler l'entrepreneuriat. Toutefois, la mise en œuvre de plusieurs programmes ou services étatiques manquent de ressources, financières, logistiques et humaines. Cela vaut entre autres pour l'AVCN qui selon les rumeurs serait sur le point de fermer ses portes. Catalystas adhère à la stratégie de renforcer les capacités des institutions étatiques.

Ces sections ont été supprimées pour des raisons de confidentialité. Les demandes d'informations plus détaillées peuvent être envoyées à io@rvo.nl.

3. Aperçu du secteur privé au Niger

A. Vue d'ensemble des entreprises investissant dans l'entrepreneuriat

Avec son programme TEF Entrepreneurship (Tony Elumelu Foundation), Tony Elumelu a eu une vision : investir 100 millions de dollars sur 10 ans pour identifier, former, encadrer et financer 10 000 entrepreneurs. Un pari lancé en 2015 pour booster le développement de l'Afrique par elle-même. Et démontrer l'importance de l'entrepreneuriat privé pour l'emploi et le développement: « C'est le jeune entrepreneur qui va créer la richesse ».

L'intégration régionale: la position géographique stratégique du pays offre de nombreuses possibilités en termes de marchés d'exportation; le Niger a en effet une position charnière entre l'Afrique occidentale et le Maghreb et se trouve au cœur de l'UEMOA et la CEDEAO, soit un marché potentiel de plus de 200 millions de consommateurs. Peu d'entreprises en profitent, voir annuaire des entreprises du Niger.

En ce qui concerne les groupes de développement d'entreprise, il existe des associations d'entreprises agricoles comme des faïtières d'organisation agricoles; les principales sont la FUCOPRI qui regroupe les acteurs de la filière riz, la fédération MORIBEN, et le réseau des chambres régionales d'agriculture RECA. En plus, il faut mentionner que la FUCOPRI est la seule faïtière qui évolue exclusivement dans le secteur du Riz; les deux autres couvrent tout le monde agricole à tous les niveaux de la chaîne de valeur avec des programmes/ services de formation; de financement d'accompagnement.

Rapport de la mission de cadrage RVO sur l'entrepreneuriat: Niger

Lors de la mission de terrain, par limitations de temps, Catalystas n'a pas pu collecter plus d'information afin d'apprécier les quelques organisations agricoles opérationnelles. Nous avons seulement pu rencontrer une association interprofessionnelle de volaille, voir annexes A et B.

Ces sections ont été supprimées pour des raisons de confidentialité. Les demandes d'informations plus détaillées peuvent être envoyées à io@rvo.nl.

B. Soutien financier

Le secteur de la finance inclusive demeure encore peu développé. En 2016, le taux de bancarisation strict est de 6,3 % contre une moyenne de 16,1% dans la zone UEMOA, et le taux de pénétration du secteur de la microfinance est de 10% contre une moyenne de 18,6% dans la zone UEMOA. Le secteur de la microfinance, qui est un maillon important de la finance inclusive au Niger, reste confronté à de nombreuses difficultés liées notamment à l'absence de la mobilisation de l'épargne intérieure à cause de la faiblesse des revenus de la population ; à la forte dégradation des portefeuilles à risque ; à l'insuffisance de viabilité des institutions ; à la faiblesse au niveau de la gestion des ressources humaines et de la gouvernance des nombreux systèmes financiers décentralisés ; à l'absence d'une structure de promotion ; à l'absence d'un ancrage unique pour les bailleurs de fonds qui interviennent dans le secteur avec comme conséquence une absence de synergies dans les interventions au profit des populations rurales.

La 3N est l'unique politique de référence en matière de développement agricole et de sécurité alimentaire. La politique 3N identifie les programmes et axes stratégiques en matière de financement rural. Elle détermine le cadre opérationnel et budgétaire de l'ensemble des ministères du secteur. Les financements publics dans le secteur rural dépendent du budget de l'état, des collectivités mais aussi des apports financiers des Partenaires Techniques Financiers (PTF). Ce financement intervient dans plusieurs secteurs ruraux comme l'agriculture (les intrants ; le matériel agricole, infrastructures de stockage), l'élevage (alimentation animale, vaccination), l'environnement et l'hydraulique (les aménagements irrigués, mise en place de mesure antiérosive) et l'aménagement du territoire et de l'urbanisme (le désenclavement des zones). Sans les projets et les programmes des PTF, l'Etat du Niger peinerait à maintenir ces dépenses de fonctionnement et d'investissements dans le secteur rural.

En 2011, une banque publique a été créée et se nomme la Banque Agricole (BAGRI). Elle propose des crédits à l'agriculture à des taux intéressants (12-13%) et finance également tous les secteurs de l'économie du Niger. Néanmoins, son réseau est encore trop peu décentralisé pour permettre de toucher les populations rurales cibles. Des subventions sont octroyées par des acteurs tels que :

- l'Initiative SOGEA-SATOM pour l'Afrique (ISSA) ;
- le PISCA de la coopération Française destiné aux entrepreneurs dans le domaine de l'agriculture et de l'environnement ;
- le projet IDÉE de l'OIM ;
- le Projet Empowerment des Jeunes Entrepreneurs de Oxfam destiné aux jeunes entrepreneurs ;
- le Bureau de Restructuration de Mise à Niveau (BRMN) pour les entrepreneurs pour l'obtention de subventions, d'investissements en matériel et d'appuis pour le renforcement de capacités.

Catalystas considère que les jeunes entrepreneurs, et plus particulièrement les femmes, sont sérieusement bloqués pour monter et développer leur entreprise par manque d'accès au fonds d'amorçage et face à des taux d'intérêts trop élevés (qui montent jusqu'à 15%).

4. Regard sur les Activités Économiques des Femmes

A. Les femmes, piliers de la croissance économique

Le Niger dispose d'une population majoritairement jeune et féminine. D'après un rapport publié par l'UNICEF, plus d'un nigérien sur deux a moins de 15 ans et est une jeune fille. Le secteur rural demeure incontestablement l'un des principaux moteurs de croissance de l'économie. Cependant, force est de reconnaître la forte implantation en milieu rural des populations nigériennes (85% vivent en milieu rural) avec 82% qui pratiquent l'agriculture dont 52% de femmes. Ce qui justifie le rôle prépondérant que celles-ci jouent dans le développement harmonieux et durable de la communauté.

Bien que très impliquées dans l'agriculture, l'élevage, le commerce et l'artisanat, les activités des femmes ne sont pas toujours prises en compte dans les statistiques officielles du fait de leur caractère non formel et/ou de l'accès très limité de cette frange à l'éducation, aux moyens de productions, aux services de vulgarisation agricole et aux opportunités de marché.

B. Genre et économie informelle

On constate un phénomène d'expansion du secteur informel urbain : plus de 70% des emplois dans la capitale seraient générés par le secteur informel et près de 2/3 des ménages dirigés par une personne ayant une activité dans ce secteur. En milieu urbain les indépendants réguliers et irréguliers ainsi que les apprentis et aides familiaux représentent les ¾ de l'emploi (INS, 2016).

Dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire, ce processus d'informalisation (donc de précarisation) de l'emploi s'impose également, ce qui revêt un double aspect: une baisse du taux de salariés et l'effet que les salariés protégés deviennent des salariés non protégés.

L'informalisation engendre et entretient la précarisation qui lui est associée. Cette précarisation se manifeste par l'accroissement de l'instabilité, de l'absence de contrôle et de protection, de la vulnérabilité économique et sociale des emplois.

C. Importances de role models féminins

On retrouve les femmes dans de petites activités d'envergure limitée nécessitant un très faible investissement financier. Quelques rares femmes parviennent au statut d'opératrices économiques ; cela ne permet pas d'aller vers un développement durable tant que cette frange importante de la population active reste en marge du processus de développement, faute d'opportunités d'accès à l'instruction et aux financements.

Selon le Fonds mondial pour l'agriculture, si les femmes recevaient le même accès aux ressources productives que les hommes, la productivité agricole en Afrique subsaharienne pourrait augmenter de 20%.

Lors de la mission Catalystas au Niger, nous avons rencontré des exemples intéressants de jeunes femmes qui ont eu le courage de monter leur propre entreprise telles que les femmes entrepreneurs appuyées et accompagnées par l'Ambassade des Etats-Unis. Ces sections ont été supprimées pour des raisons de confidentialité. Les demandes d'informations plus détaillées peuvent être envoyées à io@rvo.nl.

D. L'entrepreneuriat féminin au Niger

L'Afrique est en première place dans le nouveau rapport sur l'entrepreneuriat féminin publié par le cabinet Rolland Berger. C'est en effet sur le continent que le taux d'activité entrepreneuriale (TEA) des femmes est le plus élevé au monde. Les Africaines forment le tissu entrepreneurial féminin le plus important au monde, mais elles restent confrontées à plus d'obstacles que leurs homologues masculins pour créer et diriger leur entreprise.

Rapport de la mission de cadrage RVO sur l'entrepreneuriat: Niger

L'autonomisation des femmes africaines est indispensable; si elles représentent la moitié de la population du continent, elles produisent 62 % des biens économiques alors qu'elles ne sont par ailleurs que 8,5 % à être salariées. En quelques années, l'Afrique est devenu le premier continent de l'entrepreneuriat féminin. D'après les chiffres de Women in Africa (WIA), plateforme internationale de développement économique et d'accompagnement des femmes africaines leaders et à haut potentiel, 27 % des femmes du continent ont créé une entreprise, soit le taux le plus important à l'échelle mondiale. Et leurs sociétés auraient des performances supérieures à celles dirigées par des hommes. C'est en tout cas ce que révèle l'étude « New Deal, New Game for Women in Africa » selon laquelle les taux de rendement seraient supérieurs de 34 % dans les entreprises dont les femmes occupent des postes de direction.

En règle général, Catalystas constate que les femmes sont des actrices incontournables du secteur de l'agriculture au Niger; elles rencontrent cependant de véritables difficultés quand il s'agit de la propriété foncière, et très peu de femmes ont leur propre terre. Elles ont aussi des difficultés quant à l'accès au financement et au crédit. De plus, il y a une persistance dominante des préjugés basés sur l'inégalité de genre envers les femmes chefs de ménages, de même qu'envers les femmes entrepreneures. En terme d'actions pour le gouvernement néerlandais, Catalystas suggère investir dans des actions de promotion de role models et des cours d'alphabétisation pour des femmes.

Ces sections ont été supprimées pour des raisons de confidentialité. Les demandes d'informations plus détaillées peuvent être envoyées à io@rvo.nl.

5. Culture entrepreneuriale

A. Normes entrepreneuriales et statut social des femmes

De nombreux interlocuteurs pendant la mission de Catalystas ont souligné l'importance de renforcer les capacités pour produire des biens et des services qui répondent aux normes internationales et contrôles de qualité. Il s'agit notamment des normes sanitaires et d'hygiène afin de permettre aux produits issus de la transformation agricole d'atteindre les marchés occidentaux avec le mécanisme [AGOA](#) et [ACP](#).

Le secteur industriel nigérien connaît actuellement la fermeture en série de plusieurs unités industrielles telles que la Braniger, Unilever Niger, et Olga Oil avec comme explication « le licenciement collectif du personnel pour motif économique » en raison de la concurrence, assez souvent sauvage et déloyale, des produits importés de l'étranger et vendus moins chers.

Par contre, et surtout dans la capitale Niamey, il y a une demande grandissante pour 'du prêt à consommer' par exemple pour les jus, le couscous etc. Cela ouvre des opportunités pour des entreprises de transformation, notamment de femmes individuelles ou en groupements qui transforment des produits agricoles.

Les femmes sont plus entrepreneurs que les hommes. Sur le terrain, Catalystas a pu observer au sujet des femmes entrepreneures : « Que ce soit dans la microfinance, l'agroalimentaire ou la banque, elles sont incontournables » Ainsi la mission a rencontré des femmes d'affaires à succès comme Madame [REDACTED] qui gère l'entreprise social Poulet du Pays et Madame [REDACTED] du Lait de Chamelle.

Dans le contexte socioculturel nigérien, l'importance du taux d'inactivité chez les jeunes femmes et les femmes adultes pourrait être expliquée, comme nous l'avons vu, par l'attitude réticente du mari qui limite souvent certaines femmes et les empêche d'exercer une activité économique compte tenu des traditions culturelles.

Ces sections ont été supprimées pour des raisons de confidentialité. Les demandes d'informations plus détaillées peuvent être envoyées à io@rvo.nl.

B. Diverses ambitions des entrepreneurs et responsabilité sociale d'entreprise (RSE)

La notion de RSE a été introduite au Niger par les multinationales. Elles s'investissent dans des actions sociales au bénéfice des populations locales. Du côté nigérien, très peu d'entreprises se démarquent par leur RSE. Une exception, la société Niger Lait qui engage des efforts à produire depuis 1994 du lait de qualité mais aussi en offrant à ses employés les meilleures conditions possibles de travail. Aussi, Niger Lait est la 1ère société privée nigérienne certifiée ISO 9001 pour son système de management de la qualité.

En plus, il existe un réseau nommé GVD-Niger, le point focal de l'initiative RSE-Niger, pôle d'expression nationale de responsabilité sociétale des entreprises. GVD a initié le réseau afin de rapprocher les organisations de la société civile avec les entreprises pour qu'ensemble ils puissent trouver des actions socio-environnementales porteuses des valeurs du développement durable.

La compagnie Orange, étant l'une des filiales les plus récentes du groupe France Télécom / Orange, Orange Niger intervient sur un facteur d'exclusion majeur au Niger, celui de la scolarisation des enfants en zone rurale en général et des jeunes filles en particulier au moyen d'un programme commun avec la Fondation Orange, le projet PROFILE.

Enfin, il existe l'Initiative Première Dame du Niger qui est marraine de l'Oasis:

Madame Lalla Malika Issoufou, [Première Dame du Niger est marraine de l'Oasis](#). C'est un espace éco-responsable de 1 000 m² mise ainsi sur le recyclage, la récupération et la végétalisation, à l'image de la REcyclerie. Il comprend des espaces de formation et de travail collaboratif pouvant accueillir jusqu'à 40 entrepreneurs en résidence, des espaces de créativité et d'échanges (espace de projection, bibliothèque...) et un potager écologique qui servira de plateforme éducative pour sensibiliser à l'agriculture durable.

Veolia « Le succès rencontré par la REcyclerie à Paris mérite d'être adapté à d'autres territoires et prend tout son sens au Niger » précise Martine Vullierme, directrice-adjointe de la zone Afrique Moyen-Orient de Veolia et administratrice de L'Oasis. « [Autour de Veolia et d'Empow'Her, nous avons ainsi co-construit ce projet avec nos partenaires pour que l'Oasis place au cœur de ses actions la sensibilisation à l'environnement et la formation des femmes](#) ».

Ces sections ont été supprimées pour des raisons de confidentialité. Les demandes d'informations plus détaillées peuvent être envoyées à io@rvo.nl.

C. Les tendances

« L'entrepreneuriat est à la mode », cela fait référence entre autres au phénomène de 'jeunes concours' qui sont les jeunes 'professionnels' qui ne se présentent que lors des concours, mais ne réalisent pas vraiment leurs plans d'affaires; ces concours offrent la possibilité aux entrepreneurs d'accéder à un prix national et un prix international et à des fonds grâce à des initiatives RSE de certaines grandes structures de la place. A titre d'exemple, on peut citer:

- Orange avec le Prix de l'Entrepreneuriat Social en Afrique (POESA) organisé chaque année;
- Total avec Startuppers.
- l'Agence Nationale des Systèmes d'Information (ANSI) avec E-takara destiné aux porteurs de projets et aux entrepreneurs dans le domaine des TIC.
- la Maison de l'Entreprise avec le concours de plan d'affaires (CPA) et le concours de Pitch destiné aux entreprises les plus innovantes initié dans le cadre du forum Sahellnnov.

D. Réussites et échecs

Tout d'abord, il y a l'exceptionnel dynamisme démographique qui se maintiendra au moins sur une vingtaine d'années et exigera une très forte accélération des créations d'emploi. D'ici 2035, il y aura 650 000 jeunes, dont beaucoup seront peu ou non scolarisés, disponibles sur le marché du travail au Niger ou prêt à émigrer pour rechercher un emploi. A moins de profondes transformations de l'économie, en particulier de l'économie rurale où vit la grande majorité de la population, les opportunités

Rapport de la mission de cadrage RVO sur l'entrepreneuriat: Niger

d'emploi resteront très insuffisantes pour absorber cette arrivée massive sur le marché de l'emploi, facteur qui ne peut être que source de frustrations croissantes.

En plus, l'environnement entrepreneurial au Niger souffre des crises sécuritaires dans la sous-région. Il n'y a pas seulement des effets sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des ménages du Niger, mais également contribue à la détérioration du climat des affaires. On assiste depuis le début de cette année à une augmentation du nombre d'incidents sécuritaires qui continuent de provoquer des mouvements de populations, entre autres dans la région de Maradi suite à des tensions communautaires dans les États de Zamfara et de Sokoto au Nigeria qui ont provoqué des déplacements de 20 000 réfugiés dans la région de Maradi. Pour quelques grandes entreprises comme Unilever au Niger, les risques liés à cette situation -de nature physique (agression délibérée sur des membres de l'équipe ou partenaires, le risque de bavure, etc.) et psychologique (crainte de participants de collaborer avec des autorités ou avec des ONG, kidnapping, etc.) ont fait partie des considérations de fermeture de leurs opérations.

Une autre contrainte générale est liée, comme mentionné précédemment, à l'accès au financement. Pourtant, au niveau communal local, Catalystas -tout comme beaucoup d'acteurs de développement tels que CARE, Oxfam et Plan International, est convaincu du bon fonctionnement du modèle d'AVEC/ AJEC (Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit, femmes et jeunes) et les systèmes de tontine qui ont surtout prouvé leur succès à petite échelle chez des groupements de femmes Cfr. modèle de crédit et d'épargne villageois de CARE, sous le nom de programme Matu Masa Dubara (MMD).

Enfin, il faut tout de même répéter qu'il n'y a guère d'esprit d'innovation, qui est pourtant la base pour créer l'engagement entrepreneurial chez les jeunes. Le renversement des tendances démographiques est certes difficile car impliquant des changements culturels importants. Mais un tel renversement des tendances est aussi essentiel et urgent compte tenu de l'ampleur de l'impact de la démographie sur la société et l'économie.

Catalystas a pu trouver quelques modèles d'entrepreneuriat effectifs et rentables qui sont imités pas de divers acteurs ou bailleurs publics et privés:

Témoignage d'une réussite dans le secteur privé

Lors de la mission Catalystas sur le terrain à Tahoua, nous avons rencontré la compagnie privée Tarmamoun (voir également Annexe B) qui existe depuis plus de 20 ans et qui a pu se développer en tant qu'employeur d'une vingtaine d'ouvriers et techniciens. Il paraît pertinent pour le propriétaire qui n'a jamais eu d'aide extérieure d'agrandir son offre de produits, entre autres par du lait frais. Il a réagi de manière enthousiaste à notre suggestion de se mettre en contact avec les associations de femmes transformatrices de lait dans la même ville de Tahoua. En plus, en tant que président de la Chambre régionale de Commerce à Tahoua, le propriétaire de Tarmamoun joue un rôle d'inspirateur et de multiplicateur pour les plus jeunes entrepreneures dans son entourage.

Ces sections ont été supprimées pour des raisons de confidentialité. Les demandes d'informations plus détaillées peuvent être envoyées à io@rvo.nl.

Fondation Tony Elumelu

La Directrice régionale pour l'Afrique du PNUD, Ahunna Eziakonwa et Tony Elumelu, fondateur de la Tony Elumelu Foundation (TEF) ont, en marge du Sommet de l'Union africaine à Niamey, procédé à la signature le 6 juillet dernier, d'un partenariat portant sur l'encadrement et le soutien financier de 100 000 jeunes entrepreneurs dans sept pays africains du Sahel (Niger, Nigeria, Tchad, Cameroun, Mauritanie, Mali et Burkina Faso) sur une période de 10 ans. L'initiative devrait à long terme générer plus d'un million d'emplois et environ 10 milliards de dollars de revenus dans une zone où les jeunes représentent 64,5% de la population totale avec 194 millions de personnes âgées de moins de 25 ans. Le programme, a-t-on appris, sera mis en œuvre à travers la Fondation Tony Elumelu qui a déjà permis d'appuyer 7 520 entrepreneurs locaux dans 54 pays du continent avec le concours de l'initiative YouthConnekt, qui soutient les jeunes africains dotés de compétences entrepreneuriales.

E. Les moteurs et des modèles et des influenceurs médiatiques qui influencent l'entrepreneuriat

Par peur de prendre des risques et sans garantie, les potentiels entrepreneurs ont besoin de *role models* pour les pousser à franchir le cap. C'est pour cela que les exemples réussite des jeunes/ femmes entrepreneures sont fondamentales à mettre en avant et promus tels que : les femmes transformatrices de moringa dans la région de Maradi, Sahel Food, STA, NigerLait, Mel plus Informatique, Entreprise Semenciere Alheri, La laitière du Sahel, Rimbo, Al Izza, Bnif Afuwa etc. **Voir également Annexe B.**

Il existe également des évènements comme SAHEL, SAJE, SAFEM, FONAF (Forum Nigérien pour l'Autonomisation des Femmes), le SANEF (Salon National de l'Entrepreneuriat Féminin), SahelInnov qui sont autant d'opportunités pour aider les entrepreneurs à la promotion de leurs entreprises.

Pendant plusieurs entretiens effectués pendant la mission Catalystas, l'attitude des jeunes qui adhèrent au mécanisme de mimétisme est apparue fortement. Ceci pose problèmes dans le monde des affaires dans le sens où le marché devient vite saturé avec plusieurs 'concurrents' qui opèrent dans les mêmes sphères de produits, de lieux de vente etc. D'un autre côté, cette même attitude et comportement des jeunes qui se copient peut mener au développement des bonnes pratiques, et donc à des expériences collectives de réussite.

Zeinabou Maidah 53 ans, PDG de Niger-Lait. Ingénieure agroalimentaire, elle investit dans la création de sa petite entreprise, Niger-Lait, en 1994. Actuellement, elle emploie 118 salariés et affiche une capacité de production de 55 000 litres par jour, tous produits confondus, lesquels sont distribués dans toutes les régions du pays (hormis celle de Diffa).

Mme Rekia Djermakoye est une icône incontestée de la micro finance au Niger et est à la tête d'une nouvelle structure dont elle assure la présidence et la Direction générale. Il s'agit de « MATA & MATASSA Investing « 2Mi SA » plus connue sous le sigle de «2MINVEST » ou encore de la dénomination de: «Centre de Promotion de l'Entrepreneuriat des Femmes et des jeunes».

6. Scénario pour enregistrer une entreprise

Selon le rapport *Doing Business* de 2018, le Niger a atteint **la 24ème place mondiale**. Cette position place le Niger au 1er rang africain dans la création d'entreprises sur les 53 pays d'Afrique. En quatre ans, le Niger a connu une progression sur l'indicateur « création d'entreprise » en passant de 132ème en 2016 à 27ème en 2019 place mondiale . Les récentes réformes économiques, institutionnelles, juridiques et de création d'entreprises ont impacté ce résultat.

Les réformes mises en œuvre concernant l'indicateur « création d'entreprise sont relatives à la réduction du délai et du coût des formalités de création d'une Société à Responsabilité Limité (SARL) d'une part et, d'autre part, la réduction des procédures en rendant facultatif le passage aux notaires lors de la création d'une SARL ».

Les obstacles, les défis et les risques pour les jeunes et femmes au démarrage d'une entreprise et en particulier pour l'intégration au marché de l'emploi à Niamey, dans les régions de Tahoua et/ ou Maradi sont :

Les principaux obstacles	Les principaux défis	Les principaux risques
<ul style="list-style-type: none"> Insuffisance ou manque de qualification des jeunes hommes ou femmes ; 	<ul style="list-style-type: none"> Fiscalité ; Concurrence des entreprises informelles. 	<ul style="list-style-type: none"> Crise économique ; Insécurité ; Adhésion des employés.

Rapport de la mission de cadrage RVO sur l'entrepreneuriat: Niger

<ul style="list-style-type: none"> ● Inadéquation de la formation reçue par le jeune et le profil de l'entreprise; ● Faible niveau de revenus au démarrage qui entraîne les jeunes à abandonner l'entreprise ; ● Insuffisance de formation en entrepreneuriat ; ● Insuffisance des capacités dans la gestion financières de l'entreprise ; 	<ul style="list-style-type: none"> ● Environnement des affaires peu propice ; ● Difficultés de stockage des produits nationaux; ● Faiblesse des capacités de transformation; ● Dégradation des infrastructures de transport et le caractère informel du commerce; ● Coût élevé des services de transport 	
--	---	--

Dans le paragraphe suivant, les différentes phases d'installation d'entreprise sont décrites, ainsi que les structures intervenant à la phase de création d'entreprise:

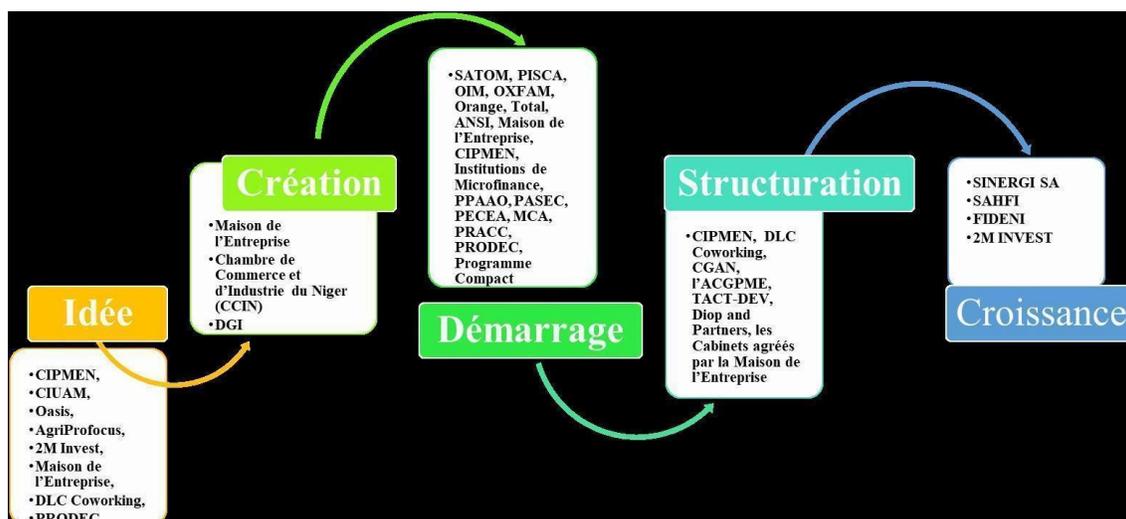
- **Phase de la structuration d'idées:** il existe des incubateurs et des cabinets privés de consulting en entrepreneuriat qui accompagnent les entrepreneurs de la phase d'idée à l'implémentation de l'entreprise, en passant par la validation du business model et du plan d'affaire et la présentation à des investisseurs. Ces cabinets facilitent aussi à la participation aux grandes rencontres sur la question de l'entrepreneuriat comme Global Entrepreneurship Congress.
- **Phase d'enregistrement:** chez la Maison de l'Entreprise avec son guichet unique, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Niger (CCIN) et la Direction Générale des Impôts (DGI). La création d'entreprises se réalise en moins de 72 heures et en un seul endroit (pour la SARL, il faut 24 heures maximum); il y a plusieurs possibilités:
 - créer une SARL avec 5 000 FCFA (8 EUR) qui est la part sociale exigée par l'Acte Uniforme OHADA pour la constitution d'une SARL;
 - créer une SARL par acte sous seing privé;
 - la possibilité de publication en ligne des avis de constitution de société sur le site web de la Maison de l'Entreprise (www.mde.ne);

Le coût de création d'une SARL à la Maison de l'Entreprise est à 17 500 FCFA pour toutes les formalités.
- **Phase de démarrage:** la plupart des jeunes entrepreneurs en zone urbaine font appel à un incubateur avec des activités d'accompagnement relatives à la formalisation de l'entreprise, le conseil pour le choix de la forme juridique, le conseil sur la fiscalité, etc.
- **Phase d'implémentation opérationnelle:** en ce qui concerne l'accompagnement des entreprises il est important de signaler également l'existence du Centre de Formalités des Entreprises (CFE) qui constitue un guichet unique où toutes les formalités de création, modification, radiation d'entreprises sont regroupées et traitées pour le compte du promoteur. Le gouvernement motive les jeunes à ouvrir de nouvelles entreprises par l'assouplissement de mesures fiscales (exonération).

Catalystas a pu observer que les jeunes entrepreneurs sont confrontés à un cercle vicieux parce qu'ils sont d'une part stimulés pour mettre en place leur propre entreprise, mais d'autre part ils rencontrent des problèmes majeurs pour accéder à un fonds d'amorçage, à des certifications ou attestations administratives, ainsi qu'aux problèmes de transport, de qualité du produit et de stockage.

Ces sections ont été supprimées pour des raisons de confidentialité. Les demandes d'informations plus détaillées peuvent être envoyées à io@rvo.nl.

Figure: Classement des structures et une panoplie des parties prenantes pertinentes classées par phase du processus entrepreneurial



7. Accès au financement, emprunts et prêts

A. Vue d'ensemble du système de financement pour les PME et les entrepreneurs

Les intervenants suivants sont mentionnés et présentés sur la carte de l'écosystème (Appendix A-carte de géolocalisation de toutes les parties prenantes rencontrées -Niger) et la liste des parties prenantes (Appendix B: Cartographie des parties prenantes- Niger)

Le taux est variable d'une institution à une autre mais varie généralement entre 9 et 12%. On constate la faiblesse des crédits accordés à l'agriculture et la place très négligeable accordée au crédit à moyen terme (seulement 0,2 milliard en 2005). Quant au crédit à long terme, qui concerne les investissements générateurs de croissance et d'emplois, il est inexistant au niveau de l'agriculture sur la période considérée.

Le deuxième secteur ayant un potentiel d'emplois durables et décents à savoir les industries de transformations, est à peine mieux loti. S'il a bénéficié de plus de crédit à court et à moyen terme que le secteur rural, il n'a pas, par contre, enregistré de crédit à long terme.

En revanche, la part la plus importante des crédits est réservée au secteur « commerce restaurants et hôtels » qui n'est pas toujours générateur d'emplois massifs, durables et décents.

Tous secteurs confondus, les crédits à long terme, générateurs d'investissements durables, de croissance, de création d'emplois et de développement sont inexistantes.

En outre le système bancaire moderne s'intéresse très peu au financement des activités rurales qu'il juge très risquées. C'est ainsi que le système de financement informel (tontines) restent très populaire chez les ménages (43% de ménages les pratiquent contre seulement 10% de ménages qui font de l'épargne au niveau des banques).

Il existe des banques qui offrent des programmes de microcrédit pour les jeunes en phase de démarrage sous forme de Caisse de microcrédit qui accordent des prêts, notamment en fonds de roulement; quelques-unes seulement donnent un fonds d'amorçage.

Rapport de la mission de cadrage RVO sur l'entrepreneuriat: Niger

Malgré ces efforts, les jeunes entrepreneurs ont besoin d'un accompagnement individualisé plus important: il ne suffit en effet pas leur donner des prix (*business awards*), mais il faut également les accompagner pour accéder à un fonds d'amorçage, et jusqu'à la phase de stabilisation de l'entreprise. Voir également Recommandations # 1 et # 4 dans le Chapitre 10 du présent rapport.

B. Instruments financiers et voies d'accès disponibles pour les entrepreneurs pour emprunter et mobiliser des capitaux

Il existe des structures de micro-crédit pour le financement des activités génératrice de revenus mais les ménages les plus pauvres n'y ont pas accès: la proportion de ménages nigériens dont les membres ont emprunté de l'argent est de 26%. Ce taux cache des disparités selon le milieu de résidence. Il est de 27% en milieu rural et 19% en milieu urbain. Seulement 12% de ces emprunts se font d'une façon formelle à travers une banque (1%) une structure de micro-finance (7%) une coopérative (2%) ou une entreprise (2%).

Au Niger, les jeunes peuvent obtenir l'accès au financement de leurs entreprises à travers :

- ❖ Les banques (Bagri, BIA, Ecobank, BoA, SonyBank, etc.) ;
- ❖ Le Système Financier Décentralisé (Yarda, Asusu, Cptal Finance, etc.) ;
- ❖ La subvention des projets et programmes existants (PRAPS, PASEC, PROEMPLOI, etc.) ;
- ❖ L'Etat du Niger qui organise de compétition à l'occasion des fêtes tournantes ;
- ❖ Les fonds compétitifs logés au niveau des CCIN, CRA, etc.

Pour les prêts d'honneur: il existe deux fonds de ce type au Niger gérés par le CIPMEN : le fonds de la Coopération Française financé par le FSPI ; le fonds PAI financé par l'Agence Française de Développement (AFD).

En ce qui concerne les micro-crédits; certaines institutions financières se spécialisent dans l'octroi de fonds aux PME:

- ASUSU avec son projet MATASSA
- 2M Invest
- ACEP-Niger
- des mutuelles comme YARDA à Zinder et N'GADA à Diffa.

De plus, il existe surtout la 'Tontine', déjà mentionné dans ce rapport. Ce modèle de crédit et d'épargne villageois, ancestral mais relancé par CARE, a atteint une couverture impressionnante dans plusieurs pays d'Afrique depuis ses débuts au Niger à partir de 1993, sous le nom de programme Matu Masa Dubara (MMD). Au Niger, plus de 160 000 femmes rurales appartiennent à 5 500 groupes autogérés d'épargne et de crédit, qui comptent chacun environ 30 membres.

Les structures modernes de financement n'interviennent pas dans les secteurs où se crée la majorité d'emploi comme le secteur informel et le secteur rural. Ces secteurs où travaillent pourtant la majorité de la population active sont jugés peu sûrs par les banques modernes. Ainsi une bonne partie d'emprunts que font les ménages se font de façon informelle.

En ce qui concerne les "business Angels", on peut citer le [Niger Business Angels network](#) un réseau de soutien aux entreprises à toutes les étapes de leur développement particulièrement dans celle de leur amorçage. L'Association Niger Business Angels Network a pour objectif général de soutenir l'amélioration du climat des affaires par la promotion, l'accompagnement, et la représentation des Business Angels.

Après consultation par site web, la mission Catalystas au Niger a rencontré SINERGI [REDACTED], qui est une société d'investissement nigérienne créée en 2007 à l'initiative d'I&P et d'entrepreneurs locaux qui a pour vocation de participer à la création et au développement de petites entreprises formelles. SINERGI prend des participations minoritaires au capital avec des investissements de 30 000 à 75 000 euros aux côtés des entrepreneurs, et apporte un soutien de proximité dans le cadre d'un partenariat de long terme. Le tour de table de SINERGI associe aujourd'hui plusieurs sociétés nigériennes et internationales

Rapport de la mission de cadrage RVO sur l'entrepreneuriat: Niger

présentes au Niger (AREVA, VEOLIA) aux côtés d'I&P, de la SIDI et des entrepreneurs nigériens fondateurs. L'originalité de l'approche de SINERGI repose sur le parrainage des promoteurs financés par les entrepreneurs nigériens.

SINERGI a investi dans 7 PME depuis le démarrage de ses activités en 2008. 75% de ces entreprises étaient en création au moment de l'investissement de SINERGI, et toutes ont nécessité un long travail de formalisation. Malgré le niveau de risque très élevé de ces start-ups de petite taille, 100% des entreprises en portefeuille depuis plus de 3 ans sont rentables.

Les entreprises du portefeuille opèrent dans des secteurs diversifiés, dont celles dans le secteur agricole :

- ETC, entreprise de transformation céréalière basée à Niamey
- Compost Niger, fabricant de fertilisants organiques basé à Niamey

Enfin, pour ce qui d'initiatives du gouvernement, l'Etat du Niger organise des compétitions à l'occasion des fêtes tournantes et il existe les fonds compétitifs logés au niveau des CCIN, CRA, etc. Nous reviendrons plus tard sur FISAN. Le Conseil des ministres du Niger a adopté le 2 août 2017 le projet de décret créant un Fonds d'Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (FISAN [REDACTED]) qui vise notamment, à améliorer l'offre des services financiers aux producteurs et aux autres acteurs des chaînes de valeur, avec comme finalité de soutenir la transformation des systèmes de production agro-sylvo pastorale et halieutique et de favoriser la modernisation des systèmes de transformation et de commercialisation des produits agricoles et agroalimentaires.

Ces sections ont été supprimées pour des raisons de confidentialité. Les demandes d'informations plus détaillées peuvent être envoyées à io@rvo.nl.

8. Education, Capital Humain and Renforcement des Capacités sur l'Entrepreneuriat

A. Capital humain

Il y a une nette différence entre l'accès à l'information dans la capitale Niamey et dans les régions. De plus, les personnes intéressées pour produire et/ ou entreprendre ne sont pas toujours informées des activités de promotion telles que les foires et les séminaires pertinents comme par exemple le Salon de l'Agriculture, de l'hydraulique, de l'Environnement et de l'Elevage du Niger (SAHEL Niger); c'est un Salon réputé et fréquenté par divers groupes d'agriculteurs et fournisseurs de produits agricoles partout au Niger; c'est le Réseau des Chambres d'Agriculture du Niger (RECA) en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, qui a organisé du 19 au 24 Février 2019 au Palais du 29 Juillet la 5ème édition du Salon.

Enfin, il existe une tendance, encore modeste, de valorisation des produits agro-sylvo-pastoraux du Niger afin d'amener les nigériens à 'consommer Nigérien'.

De manière personnelle, Catalystas a pu constater que plusieurs produits alimentaire du 'panier quotidien' tels que le café, le lait, le jus de fruits, le poisson etc ... sont soit importés (le plus souvent du Nigéria ou de France), ou bien vendus par des multinationales sous forme transformée. Le cas le plus connu est le 'lait en poudre' qui est vendu à la moitié du prix du lait frais local.

Ces sections ont été supprimées pour des raisons de confidentialité. Les demandes d'informations plus détaillées peuvent être envoyées à io@rvo.nl.

B. Lacunes identifiées dans les domaines de l'éducation et des compétences techniques

Concernant les lacunes identifiées chez les jeunes désireux d'entreprendre et de mettre leurs idées d'entrepreneuriat en pratique, en particulier dans les régions Tahoua et Maradi, il est clair qu'avec un taux d'alphabétisation et de scolarisation peu avancés, il faudrait mettre l'accent sur les compétences de base dans un premier temps, pour ensuite passer aux connaissances plus techniques telles que la conception de plan d'affaires etc .

- *Basic literacy skills* : savoir écrire et compter, focus on management, comptabilité
- *Life skills/ Compétences de vie* : peur d'entreprendre, manque de confiance en soi
- Accès à l'information sur les opportunités, notamment sur l'offre des programmes d'accompagnement, des appels à concours etc ..

Parmi les obstacles à l'accessibilité des services Internet, figurent le niveau généralement faible des connaissances informatiques dans la population, la médiocrité des infrastructures et le coût élevé des services Internet.

L'approvisionnement en électricité n'est pas non plus suffisant ; de vastes zones rurales ne sont pas raccordées aux réseaux et de grands centres urbains subissent de fréquentes coupures d'électricité. Le programme itinérant de sensibilisation et d'initiation des jeunes à l'informatique est une méthode intéressante à mettre en place pour développer les connaissances informatiques dans la population.

C. Structure de soutien pour les entrepreneurs

Pour les Projets et les Programmes nationaux et internationaux nous renvoyons à [REDACTED]

[REDACTED] la liste des parties prenantes **Annexe B: Liste des stakeholders pour le Niger.**

Au Niger il y a manifestement un manque de mesures de protections des entreprises opérationnelles de la part des institutions publiques, ce qui devient malheureusement "évident" par l'annonce en série de fermeture d'unités industrielles, à la veille de l'officialisation, en juillet prochain à Niamey, de l'entrée en vigueur du traité de l'Union africaine (UA) portant instauration d'une Zone de libre-échange continentale en Afrique (ZLECAF).

i. Centres incubateurs, espaces co-working et programmes d'accélération

La mission Catalystas au Niger a rencontré la plupart des centres incubateurs, presque tous concentrés à Niamey.

Il s'agit des structures intervenant à la phase d'idée ou de projet. Les activités d'accompagnement aussi bien techniques que financières avec des ressources humaines qualifiées pour l'accompagnement peuvent être classées en cinq grandes catégories :

- l'aide à l'élaboration de documents (business model, plan d'affaires, prototypage, etc.) ;
- la mise en relation avec d'autres structures d'accompagnement ;
- la préparation au pitch pour la recherche de financement ;
- la mise en réseau avec d'autres entrepreneurs ;
- le choix de la forme juridique de l'entreprise, etc.

Parmi les structures qui peuvent accompagner l'entrepreneur dans son parcours à cette phase, on peut citer CIPMEN, CIUAM, DLC Co-working, Oasis, AgriProfocus, 2M Invest, la Maison de l'Entreprise, le PRODEC... Ces structures offrent également pour certaines d'entre elles, des espaces de travail partagés (coworking) et des services associés.

De plus, il existe des cabinets privés de consulting en entrepreneuriat comme *ACCENTrepreneur*, *Empower PME's*. Ils accompagnent les entrepreneurs de la phase d'idée à l'implémentation de l'entreprise, en passant par la validation du business model et du plan d'affaire et la présentation à des investisseurs. Ces cabinets facilitent aussi à la participation aux grandes rencontres sur la question de l'entrepreneuriat comme [Global Entrepreneurship Congress](#).

Enfin, il existe aussi de nombreux cabinets privés agréés par la Maison de l'Entreprise qui offrent des accompagnements en

Rapport de la mission de cadrage RVO sur l'entrepreneuriat: Niger

gestion d'entreprises tels que l'ACGPME, TACT-DEV, Diop and Partners, les Cabinets. Pour des besoins en ressources humaines, l'ANPE offre la possibilité aux jeunes entreprises de pouvoir recruter des stagiaires qui sont subventionnés par l'agence. Enfin, il existe des structures intervenant à la phase de croissance: des sociétés d'investissement comme SINERGI, 2M Invest, SAHFI, et des banques comme la BOA dont l'octroi de prêts aux PME est facilité par la garantie ARIZ.

En ce qui concerne les espaces de coworking, ce sont des espaces le plus souvent liés à des centres d'incubation, presque tous situés dans la capitale Niamey.

Lors des entretiens sur place à Niamey, Catalystas a appris la naissance d'un type de fédérations des incubateurs. Il s'agit notamment du « **Réseau des Structures d'accompagnement à l'entrepreneuriat du Niger** », **RESAEN** en abrégé. Vu le manque ou l'insuffisance de l'accompagnement technique qui constitue le principal obstacle à la survie et à la croissance des PME, les membres fondateurs de RESAEN se sont mis d'accord pour créer un cadre de retrouvailles et d'échanges entre celles-ci. La création de ce réseau vient donc opportunément combler ce vide. L'objectif principal du réseau est de créer des synergies entre les membres pour mieux promouvoir l'entrepreneuriat au Niger et de servir de plateforme d'échanges d'informations entre les structures membres et de dialogue avec les autorités nationales, le secteur financier et les partenaires au développement. Les membres du Réseau des Structures d'accompagnement à l'entrepreneuriat du Niger, sont les suivants: **Centre Incubateur des PME au Niger (CIPMEN), Centre Incubateur de l'Université Abdou Moumouni (CIUAM), Empow'Her, Mata et Matassa investissement (2M invest), DLC Coworking et Illimi Labs.**

De façon spécifique, Catalystas a pu lire les statuts du Réseau qui ne sont pas encore enregistrés au niveau de l'Etat du Niger. Dans les textes approuvés par l'Assemblée Générale du Réseau en question, les missions spécifiques se présentent comme suite :

- Appuyer la concertation, la réflexion et les échanges thématiques ;
- Encourager et promouvoir les échanges d'information sur les pratiques novatrices et les exemples de réussite entre les membres ;
- Faciliter la synergie dans les interventions des structures membres par une harmonisation des actions et une mutualisation des moyens d'intervention ;
- Promouvoir le dialogue avec les autorités nationales et même régionales, le secteur financier et les partenaires au développement sur les questions relevant de leurs domaines de compétences ;
- S'inscrire dans le cadre stratégique de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes au Niger, de la charte des PME et contribuer à leur mise en œuvre.

Cette création toute récente du Réseau RESAEN constitue une opportunité idéale d'investissement pour le gouvernement néerlandais/ RVO, notamment pour installer un Orange Corner. Voir également Recommandation # 1 dans le Chapitre 10.

Description plus détaillée

SAHELINNOV BOOST : Ces programmes d'accélération sont proposés par le consortium Sahel Innov initié par le CIPMEN. Les 9 incubateurs sahéliens qui le composent mettent en commun leur compétence pour accompagner les start-ups. L'objectif est de les préparer à absorber des capitaux et étendre à leurs activités dans les marchés sahéliens.

IDEE : Le programme Initiative pour le Développement de l'Entreprise confié au CIPMEN par l'OIM accompagne la croissance d'entreprises lancés par des jeunes prédisposés à la migration afin de favoriser la création d'emplois. Lancé en janvier 2018, ce programme cible 40 entreprises sur à Niamey, dans la région de Tahoua et Zinder pour 2 ans. L'objectif est de booster leur croissance grâce à un renforcement des leurs capacités et des financements.

L'AFRIQUE EXCELLE : Ce programme d'accélération est organisé par la Banque Mondiale et mise en œuvre par Sahel Innov, Suguba et le cabinet VC4Africa pendant 6 mois. Ce programme s'adresse à des start-ups en phases d'expansion sur les marchés d'Afrique francophone à la recherche de fonds jusqu'à 5 millions de dollars. A l'issue des phases de sélection, 20 start-ups bénéficieront de l'expertise de l'équipe coordinatrice et d'un mentor à la stature internationale pour renforcer leur modèle économique et accélérer leur expansion vers d'autres marchés. Les start-ups auront pendant toute la durée du programme des

Rapport de la mission de cadrage RVO sur l'entrepreneuriat: Niger

relations privilégiées avec des investisseurs de premier plan, des experts sectoriels, des partenaires commerciaux. Deux incubations résidentielles au Mali et en France permettront aux start-ups engagés dans le programme de se rencontrer. Plus d'infos sur <https://afrique-excelle.com>.

Le Cabinet AccentrEntrepreneur : Programme d'incubation B2B Zaire (signification de 'vestibule') initié et géré par Yazi Adamou qui est également engagé dans le Niger Business Angel Network

L'Ambassade des Etats-Unis : Programme de 6 mois pour les « femmes émergentes ». Au Niger, suite à ce programme, il existe deux groupes de femmes déterminées pour "faire la différence pour leurs communautés et leur propre avenir professionnel".

Dans ce cadre-ci, Catalytas fait la référence à son rencontre dans la ville de Maradi avec des vendeuses de produits à base de plantes locales, avec une styliste et avec une femme transformatrice de jus de fruits. Plus en particulier, il y a le témoignage d'une jeune femme "émergente" dans le Rapport de la mission de cadrage RVO sur l'emploi des jeunes dans les chaînes de valeur agricoles du Niger.

DLC Coworking : Projet ambitieux pour la jeunesse et les femmes. Il est géré par de jeunes femmes entrepreneures nigériennes qui se sont donné comme défi de mettre à disposition des femmes un espace où elles puissent exprimer leurs talents et trouver tout le confort nécessaire à l'aboutissement de leurs projets de création d'entreprise. Elles ont ainsi accès à un espace de travail où elles pourront déployer leur créativité pour des projets innovants.

L'Oasis / Empow'Her : C'est un lieu dédié à l'entrepreneuriat des femmes, à l'économie circulaire et l'éco-responsabilité, ouvert à Niamey le 18 janvier 2018. 2 500 personnes s'y sont déjà rassemblées autour de 63 événements et 686 femmes y ont bénéficié de programmes d'incubation ou de formation à l'entrepreneuriat. Le développement et la formalisation de leurs compétences en gestion entrepreneuriale permettent à ces femmes de bénéficier aujourd'hui d'une activité rentable et de vivre grâce à leur entreprise. Cette dynamique de changement social et environnemental touche à la fois les bénéficiaires des formations, le public sensibilisé grâce à la programmation de L'Oasis mais aussi les communautés plus largement informées par ces activités. En effet, nombreuses sont les femmes qui décident ensuite de partager leurs connaissances et compétences au sein d'organisations ou d'ateliers collectifs au sein de leur quartier.

CIPMEN: Le Centre Incubateur des Petites et Moyennes Entreprises du Niger - CIPMEN est le premier incubateur du Niger, fondé en 2014, dont l'objectif est de soutenir des entreprises évoluant dans les secteurs des Technologies de l'Information et de la Communication, énergies renouvelables, environnement et industrie agroalimentaire (des projets lors de leur création, développement et la phase de croissance). Il propose une plateforme pour le développement commercial, la communication et le marketing, la comptabilité et l'assistance juridique. Leurs services favorisent le développement des activités des entreprises dans le domaine des nouvelles technologies, des énergies renouvelables, de l'environnement et de l'agrobusiness.

«2Mi SA» : C'est un centre novateur à l'écoute des femmes et des jeunes porteurs de projets. Créée le 28 mars 2018, «2Mi SA» est une Société Anonyme avec Conseil d'Administration, au capital de 530 000 000 francs CFA. Sa mission principale est d'offrir des services innovants aux femmes et aux jeunes entrepreneurs à travers une démarche inclusive dans quatre (4) domaines essentiels : la formation, l'accompagnement structuré, le financement éthique et la mise en réseaux. A ce jour, « 2MINVEST » intervient dans trois (3) régions à savoir Niamey, Tahoua et Tillabéry.

Ces sections ont été supprimées pour des raisons de confidentialité. Les demandes d'informations plus détaillées peuvent être envoyées à io@rvo.nl.

ii. Programmes universitaires

En ce qui concerne les programmes affiliés à des universités et à des établissements d'enseignement promouvant la dynamique de l'entrepreneur, à notre connaissance, il s'agit essentiellement du Centre Incubateur de l'Université Abdou Moumouni de Niger, une structure créée le 1er avril 2016 (CIUAM) et ouvert à tous types de projets dans le souci de toucher toutes les couches de la communauté universitaire. C'est un incubateur généraliste. Il a pour rôles :

Rapport de la mission de cadrage RVO sur l'entrepreneuriat: Niger

- la sensibilisation à l'esprit entrepreneurial ;
- l'accompagnement à la création et au développement d'entreprises innovantes ;
- l'hébergement des entreprises ;
- l'appui à la recherche du financement.

Récemment, le CIUAM a pris l'initiative d'ouvrir des filiales régionales, notamment à la ville de Tahoua et de Zinder

- L'université de Niamey est en train d'ouvrir et de lancer d'autres centres universitaires tels qu'associés à l'université de Tahoua ; ceci n'est pas encore opérationnel, en on pourrait de plus considérer la même démarche avec l'université de Maradi
- Dans les faits, le Cabinet Sahel Bio à la ville de Maradi opère déjà comme un espace de coordination et d'information où des jeunes peuvent être formés et accompagnés ; il serait intéressant de le formaliser et de l'appuyer dans ce rôle de centre d'incubation à Maradi

Ces sections ont été supprimées pour des raisons de confidentialité. Les demandes d'informations plus détaillées peuvent être envoyées à io@rvo.nl.

iii. Centres d'EFPT

Le Gouvernement, au travers du programme d'action triennal de promotion de l'emploi des jeunes au Niger (2010-2012), a proposé une stratégie interministérielle visant à « promouvoir la formation et l'insertion d'au moins 100 000 jeunes de 2010 à 2012 ». Dans la perspective de la mise en œuvre de la politique sectorielle de l'enseignement et de la formation professionnels et techniques (EFPT) adoptée en mars 2006, le Ministère en charge du sous-secteur a rédigé le « Programme de modernisation et de développement de l'EFPT, (PMD/EFPT) ». Dès 2008, la BAD, la Coopération Luxembourgeoise et SWISSCONTACT ont été les Partenaires qui se sont engagés dans le financement et l'appui au sous-secteur. C'est ainsi que les cycles de base 1 et 2 sont aujourd'hui appuyés avec, d'une part le développement du réseau de Collège d'Enseignement Technique (CET) et de Centre de Formation aux Métiers (CFM), et, d'autre part, les lycées professionnels. Un réseau de plateformes d'information et d'orientation professionnelles des jeunes bénéficie actuellement de l'accompagnement de SWISSCONTACT (Programmes de l'Union Européenne, de la Coopération Suisse, et d'UNICEF).

A l'occasion de l'élaboration en 2013 du Programme sectoriel de l'Education et de la Formation (PSEF), les stratégies définies dans le PMD/EFPT ont été révisées. Sur la base de la demande potentielle évaluée sur 2010 (91700 jeunes), puis projetée sur 2016 (229000) et 2024 (plus de 504000 jeunes), le PSEF prévoit l'accueil en formation d'environ le 15% de cet effectif.

L'EFPT devra donc se réformer pour faciliter la réponse à cette demande potentielle et s'articuler avec l'insertion professionnelle des sortants. Il apparaît de fait la nécessité de déterminer des modalités efficaces de fonctionnement des différents processus et d'ouverture du champ d'action du sous-secteur vers des formations reliées aux secteurs productifs et aux acteurs de l'économie. La Politique Nationale de Jeunesse a été actualisée en 2016 avec l'appui de l'UNESCO BREDIA et de l'UNICEF et est en cours d'adoption par le Gouvernement. Cette politique inscrit en 1ère ligne la nécessité de prendre en charge le défi de l'insertion socioéconomique des jeunes en lien avec l'ODD 8. Un plan opérationnel régional de mise en œuvre de cette politique est déjà élaboré par les différentes déclinaisons locales du conseil national de la jeunesse (CNJ).

iv. Institutions juridiques

Le projet de loi sur l'Entrepreneuriat des Jeunes: pour relever ces défis et faire de la jeunesse un véritable fer de lance de l'économie nigérienne, plusieurs stratégies ont été mises en place par l'Etat et ses partenaires au développement en faveur des jeunes. Il s'agit, entre autres, de la Politique Nationale de la Jeunesse et du Cadre Stratégique National pour la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes. Dans l'optique de renforcer le cadre institutionnel et juridique en matière d'entrepreneuriat des jeunes au Niger, l'Etat a décidé d'actualiser le Cadre Stratégique National de Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes.

La mobilisation fiscale du secteur informel a quadruplé. Selon la Direction Générale des Impôts, le taux de contribution du secteur informel à la mobilisation des recettes fiscales est passé de 0.37% en 2017 à 1.5% en 2018. Cette augmentation de participation

Rapport de la mission de cadrage RVO sur l'entrepreneuriat: Niger

du secteur informel est l'effet de la Loi de finances 2018. Le plan stratégique 2018-2021 élaboré et mis en œuvre par ladite direction incitera davantage les acteurs du circuit informel à se formaliser. D'autres procédures et réformes sont en cours en vue de mieux cadrer les contribuables et dissuader l'optimisation fiscale des firmes multinationales.

Ces sections ont été supprimées pour des raisons de confidentialité. Les demandes d'informations plus détaillées peuvent être envoyées à io@rvo.nl.

v. Individus (experts, tuteurs, mentors et conseillers)

Il s'agit surtout des bureaux d'études avec des individus 'charismatiques' et/ ou des businessmen tels que:

- Le consul honoraire pour le Royaume des Pays-Bas et la Belgique, Mr. Boureïma Wankoye qui a facilité plusieurs contacts pendant la mission
- un Professeur à l'université de Maradi qui a ouvert son propre Cabinet Sahel qui fonctionne dans les faits comme un centre d'incubation
- Le coordinateur de AccEntrepreneur, Mr Yazi Adamou qui est également l'inspirateur du Business Angels Network au Niger
- la CEO de NigerLait, Mme Zeinabou Maidah, qui a osé entreprendre 'en partant de zéro' pour atteindre son but de créer une entreprise de plusieurs centaines d'employés avec une couverture nationale
- la PDG de 2MInvest, Mme Yacouba Reki qui est connue entre autres pour ses efforts d'investissement dans l'entreprise MFI Asusu, toujours opérationnelle dans certaines localités au Niger, et qui a en plus créé son propre centre d'incubation pour jeunes et femmes à Niamey
- le Business Challenge Initiative, inspiré par Mr Seydou Souley qui est à la fois président du Niger Trade Association of Business Angels, cofondateur du Niger YMCA

A plusieurs reprises il s'est avéré pendant la mission Catalystas au Niger que la promotion de la culture de l'entrepreneuriat en général, et plus particulièrement dans les régions de Tahoua et Maradi, s'impose davantage. Ces sections ont été supprimées pour des raisons de confidentialité. Les demandes d'informations plus détaillées peuvent être envoyées à io@rvo.nl.

vi. Réseau social

[Facebook](#) joue un rôle fondamental dans la promotion des initiatives pour l'entrepreneuriat des jeunes/ femmes. Néanmoins, cela vaut essentiellement pour la capitale Niamey, les jeunes dans les régions sont à peine informés. Par exemple, la Plateforme Jeunes Entrepreneuriat invite à une conférence de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes. Parmi les médias sociaux, WhatsApp joue également un rôle crucial dans la commercialisation des biens au Niger, par exemple dans vente de volaille qui est géré par Madame 'Poulet du Pays' qui est une entreprise sociale spécialisée dans la collecte des [volailles auprès des femmes rurales](#): de même pour vaut pour Mme Habsou [Lait de Chamelle](#).

Le club "Nigériennes d'exception" en collaboration avec DLC coworking et [Dynastie Communication ont utilisé les réseaux sociaux](#) pour composer leur premier annuaire des femmes entrepreneurs et porteuses de projets du Niger, <https://www.facebook.com/nexniger/>

Durant la mission Catalystas, on a rencontré différentes initiatives commerciales qui utilisent l'e-commerce pour promouvoir et vendre les produits transformés, tel que Kalto Jus qui se propage à travers le réseau [kassouwa.com](#), le plus grand marché du Niger.

Ces sections ont été supprimées pour des raisons de confidentialité. Les demandes d'informations plus détaillées peuvent être envoyées à io@rvo.nl.

9. Projets et programmes pour l'entrepreneuriat

Pour les Programmes nationaux et internationaux nous renvoyons au [REDACTED]

[REDACTED] la liste des stakeholders (Annexe B). Pour dresser ces listes le Catalystas s'est basé sur les sources de documentation disponibles lors de la mission sur le terrain, sur sites web et à travers des brochures reçues en hard copy). Plusieurs informations ont été collectées également à travers les nombreux entretiens, des conversations Focus Group et des témoignages obtenus lors de la mission sur le terrain au Niger. Ceci signifie et implique que toutes les cases des Annexes [REDACTED] B [REDACTED] ne sont pas toujours entièrement remplies et que Catalystas a dû faire appel à des sources orales et personnelles pour compléter les statistiques, rapports et textes officiels.

A. Programmes nationaux

Lors de la mission sur terrain au Niger, le Catalystas a rencontré plusieurs personnes qui faisaient références à des programmes menés par l'Etat du Niger pour l'accompagnement et qui couvrent aussi bien la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes que l'insertion professionnelle. De même, ils sont le plus souvent communs aux jeunes du secteur moderne et informel, en milieu rural et urbain, aux diplômés de l'enseignement supérieur et aux autres niveaux.

- Ministère de l'entrepreneuriat des jeunes, chargé de la conception, de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation de la politique nationale en matière d'Entrepreneuriat des Jeunes.
- Agence Nationale de Promotion de l'Emploi, chargée entre autres de la contribution à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique nationale de l'emploi, notamment par l'exécution des programmes d'insertion et de réinsertion des demandeurs d'emploi, de leur orientation et des actions tendant à la promotion de l'emploi. Elle informe également ses usagers (employeurs et demandeurs d'emploi) de la mise en service de son système d'information en ligne dénommé « SIANPE ».
- *Ces sections ont été supprimées pour des raisons de confidentialité. Les demandes d'informations plus détaillées peuvent être envoyées à io@rvo.nl.*
- Maison de l'Entreprise: chargée entre autres de faciliter les procédures et démarches administratives de création d'une Petite et Moyenne Entreprise notamment à travers le Guichet Unique; d'accompagner les Petites et Moyennes Entreprises pour la mise en place d'outils de gestion adaptés à leurs besoins organisationnels, techniques, financiers ou commerciaux afin de faciliter leur développement; de renforcer les compétences managériales des responsables des Petites et Moyennes Entreprises par l'information, la formation, le parrainage et le compagnonnage industriel.

B. Programmes internationaux

Les intervenants suivants sont disponibles sur la [REDACTED]

[REDACTED] liste des parties prenantes (Annexe B: Liste des stakeholders pour le Niger).

Ces sections ont été supprimées pour des raisons de confidentialité. Les demandes d'informations plus détaillées peuvent être envoyées à io@rvo.nl.

10. Recommandations au gouvernement néerlandais

Ces sections ont été supprimées pour des raisons de confidentialité. Les demandes d'informations plus détaillées peuvent être envoyées à io@rvo.nl.

Rapports de cadrage RVO par pays: Niger

Liste de Sigles et Abréviations

AEEN	Association des Etudiants Entrepreneurs du Niger
AFN	Association des Femmes du Niger
APD	Aide Publique au Développement
APEJ	Agence de Promotion de l'Emploi des Jeunes
ANPE	Agence Nigérienne pour la Promotion de l'Emploi
ANPIP	Agence nigérienne de la promotion des investissements privés et des projets stratégiques
ANSI	l'Agence Nationale des Systèmes d'Information (ANSI)
ARM	Agence de Régulation Multisectorielle
ASP	Agro Sylvo Pastorale
AVCN	l'Agence Nationale de Vérification de Conformité aux Normes
BAD	Banque Africaine de Développement
BAGRI	Banque Agricole
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BDRN	Banque de Développement de la République du Niger
BIT	Bureau international du travail
CBLT	Commission du Bassin du Lac Tchad
CCIN	Chambre de Commerce et d'Industrie du Niger
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CERPOD	Centre d'études et de recherche sur la population pour le développement
CET	Collège d'Enseignement Technique
CFA	West African Franc
CFM	Centre de Formation aux Métiers
CFPF	Centre de Formation et de Promotion Féminine
CFPT	Centre de Formation Professionnelle et Technique
CGE	Comptabilité et Gestion des Entreprise
CIPMAN	Centre Incubateur des PME au Niger Centre Incubateur de l'Université Abdou Moumouni
CMCAN	Centre du Métier de Cuir et d'Art du Niger
CNCA	Caisse Nationale de Crédit Agricole
CNJ	Conseil National de la Jeunesse
COSVIP	Contrats de Stages d'Initiation à la Vie Professionnelle Concours Plan d'Affaires
DAGS	Direction de l'Accompagnement des Groupes Spécifiques
DCP	Direction des Curricula et des Programmes
DDE	Sustainable Economic Development Department
DEFTP	Direction de l'Enseignement et de la Formation Professionnelle et Technique
DEFTPP	Direction de l'Enseignement et de la Formation Professionnelle et Technique Privés
DEP	Direction des Etudes et de la Programmation
DGEF	Direction Générale des Enseignements et des Formations
DGOIP	Direction Générale de l'Orienteation et de l'Insertion Professionnelles

DIEP	Direction des Infrastructures et des Equipements Pédagogiques
DIFPS	Direction de l'Insertion et du Financement des Projets des Sortants
DMP/DSP	Direction des Marchés Publics et des Délégations de Service Public
DOSP	Direction de l'Orientation et des Stages Professionnels
DREP/T	Direction Régionale des Enseignements Professionnels et Techniques
DSCN	Direction de la Statistique et des Comptes Nationaux
ECOWAS	Economic Community of West African States
ECVMA	Enquête Nationale sur les Conditions de Vie des Ménages et l'Agriculture
EDS	Enquête démographique et de santé
EDSN-MICS	Enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples du Niger
EF	Economie Familiale
EFTP	Enseignement et Formation Techniques et Professionnels
EJOM	Développement de la chaîne de valeur et emploi des jeunes
ENABEL	Belgian Development Agency
ENBC	Enquête Nationale sur le Budget et la Consommation
EPA	Economic Partnership Agreement
FAFPA	Fond d'Appui à la Formation Professionnelle et l'Apprentissage
FAFPCA	Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle Continue et à l'Apprentissage
FAO	Food and Agriculture Organisation (UN)
FMI	Fond Monétaire International
FOPROR	Formation Professionnelle Rural
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
ICRA	International Center for Development Oriented Research in Agriculture
ICRISAT	International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics
IEC	Information Education Communication
IFDC	International Fertiliser Development Center
IOM	International Organization for Migration
IREP/T	Inspection Régionale des Enseignements Professionnels et Techniques
INRAN	Institut National de la Recherche Agronomique du Niger
INS	Institut National de la Statistique
INSEE	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
IDH	Indice du Développement Humain
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INS	Institut National de la Statistique
ILRI	International Livestock Research Institute
Lux Dev	Luxembourg Development Agency
MA/E	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
MEP/A/PLN/EC	Ministère de l'Enseignement Primaire, de l'Alphabétisation, de la Promotion des Langues Nationales et de l'Education Civique
MES/R/I	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation
MEPT	Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques
MES	Ministère des Enseignements Secondaires
M/F	Ministère des Finances
MOJWA/MUJAO	Movement for Oneness and Jihad in West Africa
MFP/RA	Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative
MMD	Matu Masa Dubara
MPF/PE	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant
NEPAD	African Union's New Partnership for Africa's Development

NNN / 3N	Nigériens Nourishing Nigériens
NIGELEC	Société Nigérienne d'Electricité
NIGETIP	Agence nigérienne de travaux d'intérêt public pour l'emploi
NIG-017	Programme Coopération Niger - Luxembourg N°017
NZO	Dutch Dairy Association
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
ODD	Objectif de Développement Durable
OEC	Observatory of Economic Complexity
OHADA	African Organization for the Harmonization of Business Law
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du travail
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisations Non Gouvernementales
PAP	Priority Action Plan
PADE / FPT	Programme d'Appui au Développement de l'Enseignement et de la Formation Professionnels et Techniques
PAFHa	Projet d'Appui à la Filière Halieutique
PPP	Public-Private Partnership
PAIPCE	Programme d'Appui à l'Initiative Privée et à la Création d'Emplois
PAS	Programmes d'Ajustement Structurel
PIB	Produit Intérieur Brut
PDDE	Programme Décennal de Développement de l'Education
PDES	Plan de Développement Economique et Social
PMA	Pays Moins Avancés
PIJD	Programme d'Insertion de Jeunes Diplômés
PISI	Programme d'Insertion dans le Secteur Informel
PME	Petites et moyennes entreprises
PNE	Politique Nationale de l'Emploi
PPA	Parité de Pouvoir d'Achat
PNPS	Politique nationale de protection sociale
PRC	Programme de Reconversion de Chômeurs de longue durée
PTF	Partenaires Techniques Financiers
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
PRODEC	Projet de Développement des Compétences pour soutenir la Croissance
QUIBB	Questionnaire Unifié des Indicateurs de Bases de Bien-être
RECA	Réseau des Chambres d'Agriculture du Niger (RECA)
RESAEN	Réseau des Structures d'accompagnement à l'entrepreneuriat du Niger
RGP/H	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RNDH	Rapport National sur Développement Humain
SIFA	Site Intégré de Formation Agricole
SDR	Stratégie de Développement Rural
SDRP	Stratégie de Développement accéléré et de Réduction de la Pauvreté
SEEN	Société d'Exploitation des Eaux du Niger
SFD	Systèmes Financiers Décentralisés ()
SNP	Service National de Participation
SNV	Netherlands Development Organisation
SONIBANK	Société Nigérienne de Banque
SONICHAR	Société Nigérienne du Charbon

SRP	Stratégie de Réduction de la Pauvreté
SVT	Science de la Vie et de la Terre
TBS	Tableau de Bord Social
TIFA	Trade and Investment Framework Agreement
UA	Union Africaine
UAM	Université Abdou Moumouni de Niamey
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UI Say	Université Islamique de Say
UM	Université de Maradi
UNICEF	United Nations Children's Fund
UT	Université de Tahoua
WEAMU	West African Economic and Monetary Union
WFP	World Food Programme
WIA	Women in Africa
ZLECA	Zone de Libre-échange Continentale africaine

Annexe B: Liste des Stakeholders pour le Niger

Ville	Nom de la structure	Site internet
POLITIQUE - Gouvernement		
Niamey	Ministère du Commerce	
Niamey	Ministère du Travail	
Niamey	Ministère de l'Agriculture de l'Élevage	
Niamey	Ministère de l'Entrepreneuriat des Jeunes	
Niamey	Ministère de la Promotion de la Femme	
Niamey	Ministère de la Jeunesse et des Sports	
Niamey	Haut Commissariat Initiative 3 NNN	http://www.initiative3n.ne
Niamey	ANPE agence nationale de la promotion de l'emploi	http://www.anpe-niger.ne/
Niamey	Ministère de l'économie et des finances	http://www.finances.gouv.ne/
Niamey	FAFPA (Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage)	https://www.fafpa.net/
Niamey	DAC/POR action coopérative	
Niamey	Ministre d'État, Ministre du Plan, de l'aménagement du territoire et du développement communautaire de la République du Niger	
Niamey	CCIAN Chambre de Commerce (Maison de l'Entreprise)	http://www.mde.ne/
Niamey	RECA Réseau National des Chambres d'Agriculture du Niger	http://www.reca-niger.org/
Tahoua	CRA Conseil Régionale d'Agriculture	
Tahoua	Chambre de Commerce et d'Industrie	
Maradi	Conseil Régional de Maradi	
Maradi	Regional Governonr Maradi	
Tahoua	Direction de l'Elevage	
Tahoua	Conseil Régional de Tahoua	
Tahoua	Ministère de la Formation Professionnelle	
Tahoua	Regional Governonr Tahoua	

CAPITAL HUMAIN		
Niamey	African Development University	
Niamey	UASTM	
Niamey	SAFEM Salon de l'artisanat pour la femme	http://niger.areva.com/EN/niger-321/salon-de-lartisanat-pour-la-femme.html
Maradi	Leadership Challenges	
Maradi	Swiss Contact- Fédération des Coopératives Maraîchères du Niger- FCMN Niya	www.swisscontact.org/fr
Maradi	AREN Association pour la Redynamisation de l'Elevage du Niger	
Maradi	Femmes productives, FGD Fagagaou (MMD group Matsiga)	
Maradi	Femmes productives, FGD Giran Dawaye	
Tahoua	Leadership Challenges	
Tahoua	Associations des Femmes Walwala	
Tahoua	CIPMEN	
Tahoua	GIE groupe d'intérêt économique Kossom	

STRUCTURES DE SOUTIEN		
Niamey	CIPMEN (Centre Incubateur des PME au Niger) CIPMEN(Annexe) - Centre Incubateur des PME au Niger	www.cipmen.org www.cipmen.org / www.sahelinnonv.org
Niamey	Université Abdou Moumouni, incl. centre d'incubation	
Niamey	DC Coworking	
Niamey	L'Oasis, EmpowerHer	www.loasis-ne.com
Niamey	Cabinet AccEntrepreneur	
Niamey	2M Invest Mata Matassa	www.2mi-sa.com

Experts		
Niamey	Amza Tahirou	
Niamey	Ouma Kaltoume Issoufou	

Donateurs (multilatéral & bilatéral)		
Niamey	World Bank	
Niamey	Délégation de l'Union européenne en République du Niger	
Niamey	GIZ	www.giz.de

Niamey	USAID	
Niamey	nonRAD	
Niamey	Coopération Suisse	
Niamey	EIB	
Niamey	AFD	
Niamey	Enabel Niamey	
Niamey	Ambabel	
Niamey	AFP-PME	
Niamey	Millenium Challenge Account US	
Niamey	Coopération Danonise	
Niamey	Coopération Espagnonle	
Niamey	Lux-Development	www.luxdev. https://niger.luxdev.lu/fr/activities/project/NIG/025
Niamey	IFDC	www.snv.org
Niamey	2 SCALE (SNV & IFDC)	niger@snv.org
Niamey	SNV	
Niamey	PASEC	
Niamey	PRODEC	

ONGs		
Niamey	Plan International	
Niamey	Caritas	
Niamey	Agriterra via Trias	
Niamey	Croix Rouge Belgique	
Niamey	CARE Niger	www.care.org
Niamey	CISP (ONG Italienne)	
Niamey	Mercy Corps	
Niamey	Oxfam	
Niamey	Swisscontact	https://www.swisscontact.org/en/home.html

Organisations multilatérales		
Niamey	PNUD (UNDP)	
Niamey	ILO	
Niamey	BAD	
Niamey	IOM	
Niamey	FAO	
Niamey	FIDA	https://reliefweb.int/report/niger/le-niger-re-oit-un-financement-du-fida-pour-appuyer-les-petits-agriculteurs-familiaux
Niamey	PAC 3	
Niamey	OCHA	

Fournisseurs de formation professionnelle / Education professionnelle		
Tahoua	Direction de formation professionnelle et technique	

Réseaux d'entrepreneurs/organisations faitières / Promoteurs d'entreprises		
Niamey	Réseau AgriProFocus (SNV)	
Niamey	Confédération cooperative paysanne horticole du Niger	
Niamey	Réseau Femmes émergentes (Ambassade des USA)	https://ne.usembassy.gov/fr/grace-a-lambassade-americaine-deux-groupes-de-femmes-entrepreneures-sepanouissent/
Niamey	FUCOPRI (faitière sur le riz)	
Niamey	AFJ (Afrique Fondation Jeune)	http://ne.viadeo.com/fr/profile/ousmane.dantata
Niamey	CNJ (Conseil National de la Jeunesse)	
Niamey	JCI (Jeune Chambre Internationale)	
Niamey	Centre Agroécologique de Productions Intégrées et de Formation en Agrobusiness/ Agro InnonveInspire	

MARCHÉS		
Niamey	Achats Service International S.A.	https://www.netherlandsandyou.nl/your-country-and-the-netherlands/niger/about-us/honorary-consulate-in-niger

Niamey	Niger Lait	
Niamey	Laitière du Sahel	
Niamey	STA (Société de Transformation Agroalimentaire)	
Niamey	Niger Business Angels Network	
Niamey	Avi Niger	
Maradi	Femmes émergentes, coopérative 'babyfood'	
Maradi	SIFA, site intégré de formation agricole, accompagné par Swiss Contact	
Maradi	Groupement de femmes qui transforment moringa, FGD Giratawa	
Maradi	CRA Chambre régionale de l'Agriculture Maradi	
Maradi	Cabinet Sahel Bio	
Maradi	Maradi Guest House	

FINANCE		
Niamey	BCEAO	
Niamey	SONIBANK	
Niamey	BAGRI	
Niamey	Proxifina Niger SA	

CULTURE		
Niamey	Impact Com. Media Business Challenge	www.businesschallengeniger.com



Bibliographie de la mission de cadrage RVO sur l'entrepreneuriat et sur l'emploi des jeunes au Niger

- AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DE L'EMPLOI. (2009). Document cadre de la politique nationale de l'emploi. Niamey : ANPE.
- AMOUZOU, Essè (2009). Pauvreté, chômage et émigration des jeunes Africains : quelles alternatives? Paris : L'Harmattan.
- ANTOINE, Philippe, Mireille RAZAFINDRAKOTO et François ROUBAUD (2001). « Contraints de rester jeunes? Évolution de l'insertion dans trois capitales africaines : Dakar, Yaoundé et Antananarivo », Autrepart, n° 18, p. 17-36.
- ATTAMA, Sabine, Michka SENOUSI, Alichina Idrissa KOURGUENI, Harouna KOUCHE et Bernard BARRERE (1999). Enquête Démographique et de Santé Niger 1998. Calverton, Maryland, USA : Care International Niger et Macro International Inc.
- BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPEMENT (BAD). (2013). Document combiné de stratégie pays 2013-2017 et de revue du portefeuille. Niamey : BAD.
- BUREAU CENTRAL DU RECENSEMENT. (1992). Analyse des données définitives : Caractéristiques économiques, RGPH 1988. Niamey : BCR.
- CABINET DU PREMIER MINISTRE. (2007). Stratégie de développement accéléré et de réduction de la pauvreté. Niamey : Cabinet du Premier ministre.
- Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) (2012), Les jeunes d'aujourd'hui : quelle société pour demain?, Paris : CREDOC. (Cahier de recherche n° 292)
- CERPOD (1996). Migrations et urbanisation en Afrique de l'Ouest : de nouvelles perspectives. Bamako : CERPOD.
- DAVID, Olivier (2012). La population mondiale : répartition, dynamique et mobilité. Paris : Armand Colin (2e éd).
- Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger, "Small Business Act" Le Rôle du Secteur Privé National dans le Développement des Secteurs Minier et Pétrolier, 2015, 40p.
- CIPMEN, Cartographie et diagnostic des micro-entreprises au Niger, 2018.
- CIPMEN, Étude de marché et identification des filières porteuses dans les zones d'intervention, 2018, 21p.
- CIPMEN, Rapport d'activités, 2017, 31p.
- CIPMEN, Rapport de l'étude sur les structures d'accompagnement à l'entrepreneuriat, 2018, 31 p.
- Commonwealth Youth Programme, Commonwealth Guiding Framework for Youth Enterprise, Commonwealth secretariat. London, 2013, 40p.
- FAO, Promotion des emplois décents chez les jeunes en milieu rural et l'entrepreneuriat dans les secteurs Agricole et agro-alimentaire au Niger, 2018, 165p.

- FORGEOT, Gérard et Jérôme GAUTIÉ (1997). « Insertion professionnelle des jeunes et processus de déclassement », *Économie et statistique*, n° 304-305, p. 53-74.
- GALLAND, Olivier (2011). *Sociologie de la jeunesse*. Paris : Armand Colin (5e éd).
- HABI, Oumarou (2011). *Mesure et suivi du travail décent au Niger*. Dakar et Genève : Organisation internationale du travail.
- HTSPE Limited (2012). *Étude sur les déterminants des abandons scolaires au Niger*. Niamey.
- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS) (2005). *État et structure de la population, RGPH 2001*. Niamey : INS.
- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS), « *Le Niger en chiffres* », 2014 ;
- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS), « *Statistique du Niger* », 2007-2011.
- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS) (Décembre 2006) *Emploi, chômage et pauvreté au Niger*, Abarchi Magalma, Economiste, consultant national, Aboubacar Djimrao A., Ingénieur Statisticien Economiste/INS, Sous la direction de M. Abdou ABDALLAH, Consultant international (BCEOM, a.abdou@wanadoo.fr)
- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS) (Avril 2018) *Comptes Economiques De La Nation, Rapides 2017 Provisoires 2016, Definitifs 2013 – 2015*,
- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS) (Février 2017) *Niger 2035 : Un pays et un peuple prospères. Tome - I : Diagnostic, Enjeux & Défis. Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive*
- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS). (2006a). *Éducation et pauvreté au Niger*, QUIBB 2005. Niamey : INS.
- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS) (2006b). *Profil de pauvreté*, QUIBB 2005. Niamey : INS.
- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS) (2008). *Tendances, profil et déterminants de la pauvreté au Niger : 2005-2008*. Niamey : INS.
- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS) (2012a). *Enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples, EDS-MICS 2012*. Niamey : INS.
- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS) (2012b). *Manuel de l'agent recenseur*, RGPH 2012. Niamey : INS.
- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS) (2010). *Annuaire statistique des cinquante d'indépendance du Niger 2006-2010*. Niamey : INS.
- JAYET, Hubert (1995). « *Marchés de l'emploi urbains et ruraux et migrations* », *Revue économique*, vol. 46, n° 3, p. 605-614.
- JIMENEZ, Emmanuel, Elizabeth M. KING et Jee-Peng TAN (2012). « *L'école doit plancher* », *Finances et développement*, vol. 49, n° 1, p. 12-14.
- John F. May Soumana Harouna et Jean-Pierre Guengant, I.R.D. *Nourrir, éduquer et soigner tous les Nigériens. La démographie en perspective*, 2004, 120p.
- Le Bissonnais Anne, *Accompagner l'insertion professionnelle des jeunes au Niger : état des lieux et pistes d'action*. Coll. *Études et travaux*, série en ligne n° 26, Éditions du Gret, www.gret.org, 2010, 64 p.
- MAUGER, Gérard (1994). *Les jeunes en France, état des recherches*. Paris : Ministère de la Jeunesse et des Sports.
- Ministère de l'Entrepreneuriat de Jeunes, *Rapport de mise en œuvre du PDES 2017-2021*, 2018, 15p.
- Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture, *Plan Stratégique Sectoriel de Mise en œuvre de la Politique Nationale de Jeunesse 2011-2015*, 2011, 49p.

Ministère de la Promotion des Jeunes Entrepreneurs et de la Réforme des Entreprises Publiques, Cadre Stratégique National de Promotion de l'entrepreneuriat des Jeunes au Niger, 2008, 61p.

Ministère des enseignements professionnels et techniques, Schéma Directeur National d'Orientation et d'Insertion Professionnelles des Jeunes et des Adultes par la Formation Professionnelle et Technique au Niger (SDNOIP), 2016, 73p.

Ministère du Plan : Plan de Développement Economique et Social 2017-2021.

Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire (INS/BCR), « Rapport d'analyse, Thème : Situation socioéconomique des jeunes au Niger »

MJS, « Politique Nationale de Jeunesse », 2015

MOUNKAILA, Harouna (2009). Les migrations au Niger : état des lieux, enjeux et perspectives. Niamey : Organisation internationale pour les migrations.

NATIONS UNIES et BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL (BIT). (2010). Mesure de la population économiquement active lors de recensements de la population. New York : Nations unies et BIT.

NATIONS UNIES. (2010). Manuel de vérification des recensements de la population et de l'habitation. New York : Nations unies.

NEPAD, « Cartographie des institutions publiques et privées travaillant à la création d'emplois pour les jeunes », août 2016 ;

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE ET STATISTIQUE DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE (OESAS) (1999). Concepts et indicateurs du marché du travail et du secteur informel. Bamako : OESAS.

OUSMANE IDA, Ibrahima (2015). L'emploi des jeunes dans les grandes villes du Niger : une analyse à partir des données du recensement de 2012. Québec : Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone / Université Laval, 68 p.

Annexe H: Méthodologie de l'entrepreneuriat

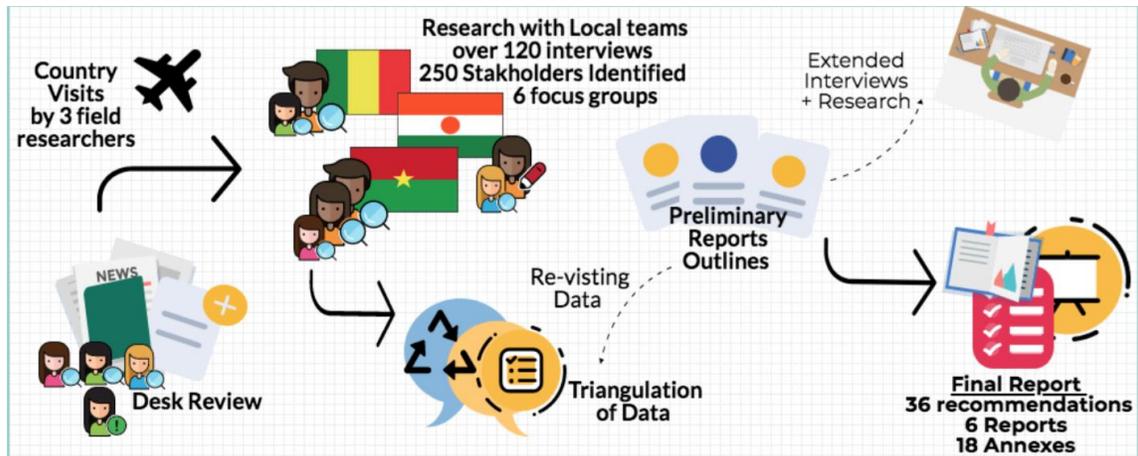
1. Introduction

Catalystas a réalisé une étude sur l'entrepreneuriat des jeunes et la création d'emplois à travers le Mali, le Burkina Faso et le Niger par le biais d'une recherche documentaire approfondie, de missions de grande envergure sur des sites ciblés et d'une triangulation post-mission entre les pays cibles. Nous avons présenté nos conclusions dans un ensemble de rapports clairs et complets comprenant, pour chaque pays, une analyse du marché du travail du secteur agricole mettant l'accent sur la localisation des sites, un aperçu complet de l'écosystème actuel de l'entrepreneuriat des jeunes et une proposition d'itinéraire pour une prochaine visite sur le terrain de l'équipe i4Y. Ces documents visent à donner un aperçu des opportunités et des défis actuels en matière de création d'emplois et d'entrepreneuriat au Mali, au Burkina Faso et au Niger, avec un éclairage spécifique sur les questions centrales de cette mission:

(i) les besoins et les demandes du marché du travail, avec une attention particulière pour les petites et moyennes entreprises (PME), ainsi que des faiblesses existantes dans des secteurs tels que l'agriculture et les processus agricoles et dans d'autres secteurs de concentration EKN pouvant fournir des emplois aux jeunes (surtout aux femmes) Sahéliens; et

ii) l'état actuel des possibilités et des initiatives en matière d'entrepreneuriat des jeunes (en mettant l'accent sur les femmes), notamment concernant les possibilités, les activités et les domaines dans lesquels des améliorations sont nécessaires.

Ces domaines sont ceux dans lesquels le ministère néerlandais des Affaires étrangères peut le mieux accompagner le RVO et le cadre i4Y. Il peut ainsi permettre d'identifier et de faciliter le développement de partenariats appropriés et renforcer les initiatives efficaces déjà en cours dans chaque pays qui: a) stimulent et créent des programmes d'emploi des jeunes favorisant le développement de la capacité et des compétences de la jeune génération; et b) encouragent une nouvelle génération de dirigeants d'entreprises africaines qui considèrent la création d'entreprise comme un cheminement de carrière viable et durable. Avec diligence et de manière proactive, nous avons rassemblé des données et des résultats qui aideront l'Agence du développement durable (DDE) du ministère néerlandais des Affaires étrangères et l'équipe PSD-Toolkit (programme Orange Corners) à créer un environnement favorable à l'emploi et à l'entrepreneuriat des jeunes et des ensembles de compétences tournés vers l'avenir, à doter les jeunes de l'éducation, des outils et des compétences techniques appropriés et à veiller à ce que les besoins et les demandes du marché local et du secteur privé soient satisfaits.

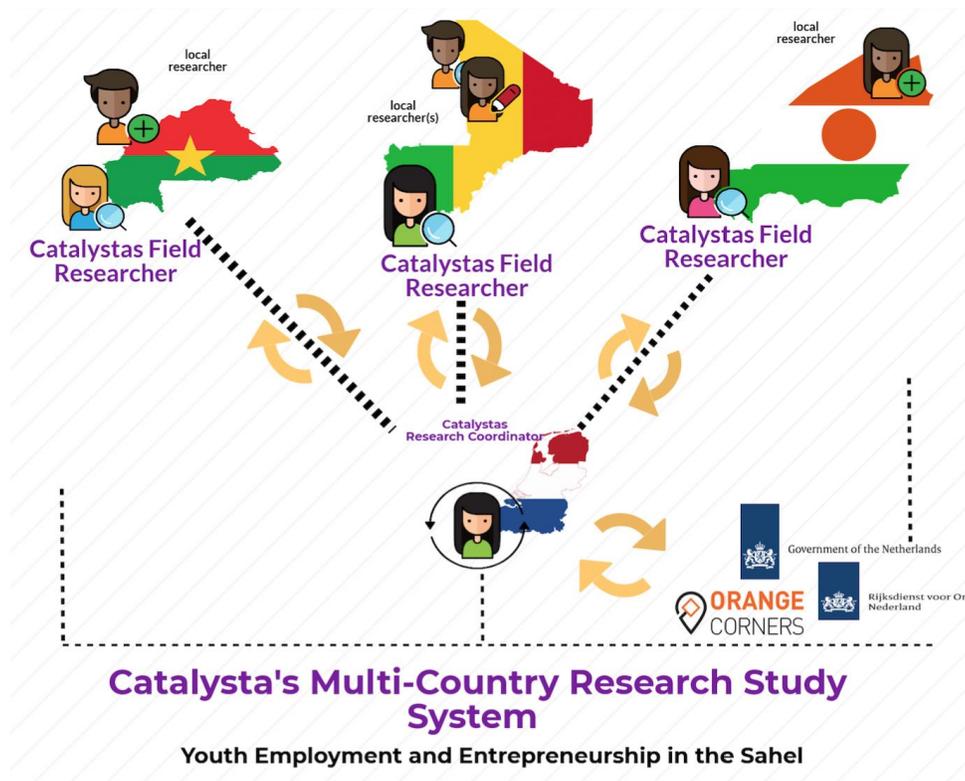


Les rapports finalisés sont séparés en deux catégories, à savoir «Environnements propices au travail pour les jeunes» et «Entrepreneuriat des jeunes», bien que leur contenu soit assez similaire. Chaque ensemble de documents vise à répondre aux questions de recherche susmentionnées, à travers une cible et un champ d'application spécifiques. Les distinctions entre les rapports et les axes de recherche sont décrites ci-dessous.

a. Nos valeurs : une recherche fondée sur l'équité

Notre équipe a mené avec succès des recherches approfondies, localisées et locales pour fonder nos conclusions, ce qui a été rendu possible en travaillant directement avec des consultants locaux présélectionnés et familiarisés avec les contextes de l'autonomisation économique, des chaînes de valeur agricoles et des zones de cadrage spécifiques dans chaque pays. Ces consultants locaux ont travaillé aux côtés de chaque chercheur de Catalystas, à chaque étape de la recherche, depuis l'organisation initiale jusqu'à la triangulation finale. Cette approche s'est traduite par l'adoption de conclusions basées sur l'équité et la cocréation, a permis la vérification des données par différents acteurs et a garanti que nos rapports finaux soient influencés par des informations et interprétations locales et par une compréhension à la fois interne et externe de chaque contexte local et de chaque pays - et ce tout en évitant les pièges des mentalités et procédures historiquement colonialistes.

Les efforts de notre équipe de terrain et de nos partenaires de conseil locaux ont été centralisés - en temps réel et aussi souvent que possible - et triangulés par un coordonnateur principal de la recherche basé au siège et par un coordonnateur technique et logistique.



2. Conception et mise en œuvre de la recherche

Notre équipe d'experts, composée de six personnes, cumule plus de 45 ans d'expérience dans l'évaluation et la conception de programmes sur l'autonomisation économique, l'éducation des femmes et des jeunes et l'autonomisation sociale, y compris une vaste expérience dans les pays du Sud. Forts de nos expériences passées, nous avons développé une approche méthodologique basée sur des évaluations précédentes menées pour un large éventail de clients en matière de développement international, notamment Stichting SPARK, ActionAid International et Caritas Kosovo sur les thèmes de l'emploi des jeunes, de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP) et de l'autonomisation des femmes.

Entretiens de départ et ajustement de l'étendue de la recherche

Avant de débuter notre mission, notre équipe a rencontré différentes divisions du ministère néerlandais des Affaires étrangères afin de comprendre le large éventail de priorités ainsi que les programmes actuels et potentiels prévus pour les pays ciblés et pour la région dans son ensemble. En coordination avec RVO, nous avons réduit la portée de notre mission et avons défini les grandes lignes de nos deux axes de recherche, ainsi qu'un ensemble détaillé de critères centralisés pour l'analyse et l'identification des recommandations.

Voici les termes spécifiques de la recherche pour le rapport résultant sur l'emploi des jeunes:

Nos produits

- A. Un rapport par pays détaillant :
- a. Le contexte économique et entrepreneurial global, avec un accent particulier sur les critères des domaines **de la culture, des finances, des marchés, des politiques, du capital humain et des structures de soutien** (détaillés ci-dessous).
 - b. Un guide pratique sur la manière dont un entrepreneur effectue l'enregistrement d'une entreprise et l'accès au financement.
 - c. Une liste d'au moins 8 personnalités influentes de l'entrepreneuriat dans chaque pays.
 - d. Un aperçu des programmes et projets favorisant l'esprit d'entreprise (voir critères ci-dessous).
 - e. Une liste de recommandations pour les programmes et les politiques pour lesquels nous estimons que les Néerlandais ont un créneau et une opportunité spécifiques de participer ou d'entreprendre.
- [REDACTED]
- C. Annexe B: Liste de diffusion complète
- [REDACTED]
- E. Recommandations, itinéraire de mission de suivi avec un accent particulier sur les visites spécifiques aux sites d'entreprises d'Orange Corners.

Les spécificités de nos recherches

Notre aperçu des programmes promouvant l'esprit d'entreprise inclut les initiatives des gouvernements nationaux, les programmes universitaires et les projets internationaux gérés par des ONG et les espaces d'incubateurs locaux. Nous avons mis en évidence les programmes en fonction de notre compréhension de leur efficacité, sur la base des entretiens menés et des rapports réévalués lorsque possible, ceci afin de s'interroger sur:

- Dans quelle mesure ces programmes favorisent-ils l'entrepreneuriat des jeunes (et non le travail indépendant) en fonction du nombre d'entreprises performantes créées?
- La capacité du programme à fournir un financement de démarrage.
- Le fait que les programmes soient axés sur les secteurs susceptibles de stimuler le reste de l'économie, en mettant l'accent sur les programmes qui promeuvent l'esprit d'entreprise et le concept de «rendre» aux principaux acteurs, les communautés locales, la gestion des programmes. L'idée est également de soutenir les programmes qui remplissent les ODD (par exemple, la technologie pour l'innovation agricole; les méthodes de production qui promeuvent l'éthique dans les conditions de travail).
- Le fait que les programmes aient un design spécifique ou sensible au genre.
- Le fait que les programmes visent à couvrir (ou seraient disposés à le faire) des zones géographiques ciblées situées en dehors des grandes villes.

Recommandations

Nous avons limité notre liste de recommandations à une sélection concise de propositions de stratégies et de programmes mixtes qui tiennent compte des contraintes de la présence néerlandaise sur le terrain, d'un potentiel d'impact à court, moyen et long termes, ainsi que d'un impact aux niveaux local et national. Nos recommandations ne contiennent aucun ordre spécifique en termes de hiérarchie d'importance ou de besoin. En utilisant les critères définis par et convenus avec RVO, nous avons fondé nos recommandations finales sur les points suivants:

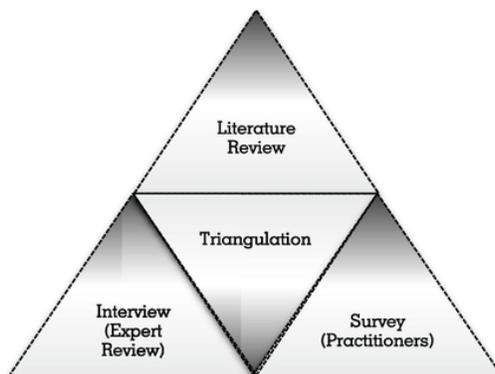
- A. Culture: normes entrepreneuriales, tendances, réussites, échecs, ambitions diverses, statut social (différencié selon le sexe/le genre), moteurs de l'entrepreneuriat et rôle des médias et des modèles locaux dans la prise en compte de ces facteurs.
- B. Financier: instruments financiers permettant aux entrepreneurs d'emprunter et d'obtenir des capitaux, y compris mais sans s'y limiter: des microcrédits, des prêts de la famille et des amis, des opportunités d'investissements providentiels, un capital risque zéro, des fonds de capital-risque, des fonds de capital-investissement, des marchés de capitaux publics, des initiatives gouvernementales et des programmes multilatéraux (Banque mondiale, BAD, UE, etc.).
- C. Marchés: les relations et les interconnexions entre le secteur privé, les PME, les jeunes entreprises, les institutions de la connaissance et de l'enseignement, les gouvernements, les instruments financiers, les investisseurs et les entrepreneurs, ce qui les régit, leurs règles de pratique (telles que la RSE) et leur incidence sur des marchés spécifiques.
- D. Politique: les entités gouvernementales responsables de l'impact sur l'entrepreneuriat, les entreprises investissant dans l'entrepreneuriat et les groupes de développement d'entreprises, tels que, sans s'y limiter : les ministères et les institutions gouvernementales pour l'entrepreneuriat, les programmes d'entrepreneuriat, les structures de soutien financier, les organismes de réglementation fiscale.
- E. Capital humain: aperçu des centres de connaissance et des établissements d'enseignement qui offrent une formation professionnelle ou universitaire et/ou des diplômes en entrepreneuriat, notamment : des pépinières, des centres d'EFTP, des centres ou des programmes affiliés à des universités et des établissements d'enseignement promouvant la dynamique de l'entrepreneuriat - ainsi que la communauté internationale et nationale qui les soutiennent.
- F. Structure de soutien: l'infrastructure, les systèmes et les espaces qui soutiennent les entrepreneurs, notamment les centres et programmes d'incubation, les institutions juridiques, les particuliers (experts, tuteurs, superviseurs et conseillers), les centres et programmes d'accélération, les espaces de coworking et les concours de plans d'entreprise et hackathons organisés et les programmes, conférences, réseaux sociaux, organisation d'ONG (multinationales et bilatérales). Cela inclut également les budgets spécifiques, l'emplacement géographique et le domaine d'intervention de ces parties prenantes spécifiques.

Nous estimons que toutes les actions recommandées doivent être évaluées par le public néerlandais et faire l'objet de références croisées avec les connaissances et l'orientation internes. De plus, notre liste n'est pas exhaustive. En sus de nos recommandations générales, il existe divers points d'information et recommandations dans tous les rapports relatifs aux pays cibles. En particulier, dans les cas où un sujet spécifique est omis (comme la création de

mécanismes de prêt financier), cette décision a été prise après mûre réflexion, en raison de contraintes clairement indiquées dans le corps du rapport. Nos recommandations sont basées sur nos découvertes sur le terrain et notre vaste expérience en matière de promotion de l'emploi des jeunes et de l'esprit d'entreprise dans les pays du Sud. Cependant, le gouvernement néerlandais a le choix de prendre une décision finale sur la mise en œuvre de l'une ou de toutes ces suggestions.

3. Limitations et adaptations méthodologiques

En raison du nombre limité de données quantitatives et qualitatives disponibles pour répondre directement à nos problématiques centrales de recherche, notre équipe a utilisé une approche de triangulation de la recherche pour nous aider à soutenir et à diriger nos recherches et nos résultats finaux. Notre méthodologie consiste en trois parties: 1) une **recherche documentaire** (comprenant une réunion avec des parties prenantes basées à l'étranger), 2) des **missions sur le terrain** (menées par des chercheurs de Catalystas sur le terrain et des chercheurs consultants locaux par pays, centralisées par le Coordinateur technique et logistique), et 3) les **formulations finales** de notre recherche, triangulées entre chaque pays pour assurer la saisie, la vérification et la justification de nos résultats.¹



1. Recherche documentaire:

Notre recherche a débuté par une recherche littéraire approfondie afin de mieux saisir le cadre de compréhension de l'écosystème de l'entrepreneuriat défini par RVO (voir ci-dessus les critères d'évaluation de l'écosystème de l'entrepreneuriat en six points). Sur la base de ces objectifs spécifiques, notre équipe a également mené d'autres recherches littéraires afin de commencer à planifier chaque mission sur le terrain et de contacter chaque consultant local avant le départ dans les pays concernés au début du mois de juin 2019.

Après la conception initiale de la méthodologie, les recherches primaires et une révision, notre équipe a recruté 1 à 2 consultants locaux par pays sur la base d'un profil d'expertise en matière d'autonomisation économique des femmes et des jeunes, des chaînes de valeur agricoles et des contextes localisés dans chaque emplacement. Une fois embauché, chaque consultant local a été encadré par le membre de l'équipe de Catalystas sur place afin de se

¹ Comme indiqué précédemment, nous avons clairement indiqué dans chaque rapport que, en raison du manque de données, de temps ou de l'étendue des travaux, notre capacité de corroboration était limitée (en particulier en ce qui concerne les évaluations approfondies des programmes des ONGI la portée de notre étude).

familiariser avec l'étendue de la mission, les méthodologies et les besoins. Chaque équipe de pays a collaboré étroitement pour vérifier les résultats de la recherche documentaire, élaborer des plans logistiques et établir des contacts locaux. Les équipes se sont coordonnées sur le terrain, avec des consultants locaux travaillant aux côtés de nos chercheurs afin de planifier et tenir des réunions, effectuer des recherches supplémentaires, identifier des personnes et des institutions nouvelles et importantes présentant un intérêt et organiser des groupes de discussion. Nos partenaires locaux ont également fourni des informations détaillées sur la circulation au sein des situations complexes de sécurité de chaque pays. Les visites sur le terrain ont été effectuées au cas par cas. Le contexte de sécurité, l'accessibilité et la facilité d'approche de parties prenantes ont joué un rôle afin de déterminer si une visite devait être effectuée par un chercheur de Catalystas sur place, un consultant local ou les deux ensemble.

2. Missions sur le terrain:

Au cours des missions sur le terrain, chaque chercheur Catalystas déployé a dès le départ rencontré son ou ses consultants locaux. Ceux-ci les ont aidés à mettre en place l'itinéraire préétabli qu'ils avaient ensemble élaboré avant le départ afin de rencontrer divers intervenants. Les itinéraires ont été conçus spécifiquement pour permettre au(x) consultant(s) local(aux) d'accompagner leur partenaire Catalystas au début de la mission afin d'acquérir une formation pratique, une expérience et des informations sur notre approche et notre méthodologie pour chaque entretien et réunion. Au cours des premiers jours de la mission sur le terrain, les membres de notre équipe Catalystas ont dispensé une formation pratique à leur(s) consultant(s) local(aux) sur des sujets liés à l'organisation de groupes de discussion, à la catégorisation des données, au transfert sécurisé des informations et/ou à d'autres domaines de manière *ad hoc*. Cette expérience pratique et cette formation ont permis d'assurer la qualité de nos recherches tout au long de la mission, y compris lorsque les consultants locaux ont procédé eux-mêmes à certaines visites de lieux en raison de leur inaccessibilité pour les membres de l'équipe Catalystas (y compris Dori au Burkina Faso, et Gao au Mali). Toutes les visites sur site effectuées uniquement par les partenaires consultants locaux ont eu lieu dans la seconde moitié de la phase "missions sur le terrain", garantissant ainsi que chaque équipe de recherche membre Catalystas-consultant(s) local(aux) ait la possibilité d'effectuer au moins une visite ensemble avant l'envoi d'un chercheur local sur un site.

Sur le terrain, notre équipe a rassemblé des informations classées essentielles et secondaires en vue de la réalisation d'une analyse complète du marché du secteur de la transformation des produits alimentaires agricoles de chaque pays, ainsi que des chaînes de valeur plus importantes entourant ces processus et des facteurs et des parties prenantes les influençant. Nous avons également effectué une analyse approfondie et finale de l'écosystème afin de saisir les besoins actuels et les opportunités en matière d'entrepreneuriat des jeunes au Niger, au Mali et au Burkina Faso.

3. Pendant les missions de terrain:

i. Discussions de groupe (FGD): Afin de connaître et mieux comprendre le point de vue des futurs bénéficiaires potentiels, plusieurs groupes de discussion ont été organisés au cours des missions sur le terrain. Entre cinq et neuf personnes ont été invitées à participer à chaque discussion de groupe et Catalystas a veillé à ce que les participants soient représentatifs de la/des population(s) cible(s). Les discussions de groupe ont été menées de manière

ouverte, participative et respectueuse, afin de créer un espace sécurisé pour les participants, où ils pouvaient librement partager leurs pensées et leurs sentiments. L'objectif était de saisir les défis et les obstacles qui les séparent du marché du travail, ainsi que leurs souhaits et leurs attentes pour l'avenir. La composition exacte et l'emplacement de chaque groupe de discussion ont été décidés au cours de la phase d'étude théorique. L'idée était d'inclure au moins un groupe de discussion avec uniquement des femmes (afin de mieux comprendre leurs problèmes spécifiques) et au moins un groupe de discussion dans chaque ville ciblée par l'étude.

ii. Rapports centralisés et reformulation de l'agenda: Tout au long des missions sur le terrain, chaque chercheur a envoyé une récapitulation quotidienne de ses conclusions au coordinateur de la recherche, basé aux Pays-Bas, chargé de centraliser les informations. Ce processus a permis au chercheur de tirer le meilleur parti de son temps sur le terrain qui, en utilisant la vidéoconférence et les enregistrements audio, envoyait les informations recueillies au coordinateur de la recherche et au coordinateur technique et logistique. Ceux-ci travaillaient alors à la formulation et au croisement des résultats des trois missions. Ce processus a permis une collecte de données accrue ainsi qu'une triangulation rapide, éliminant le temps normalement perdu à la rédaction de plusieurs rapports sur le terrain. Ce processus a également permis au chercheur central de faire le point avec chaque membre de l'équipe sur le terrain quotidiennement. Sur la base de ces réunions de restitution, l'ordre du jour de chaque mission sur le terrain est resté flexible, avec la possibilité de s'adapter afin de répondre aux besoins et aux défis les plus urgents et les plus récemment identifiés. De plus, ce système a garanti que l'analyse finale et la rédaction des produits et résultats soient réalisés dans un délai raisonnable, de façon efficace et adaptée au court délai qui était imparti à cette recherche.

4. Résultats identifiés

Après le retour de nos équipes, Catalystas a évalué à la fois la documentation rassemblée par les chercheurs sur le terrain ainsi que les données triangulées centralisées par le coordinateur de la recherche. Après un examen approfondi de ces documents, associé à une recherche documentaire supplémentaire et à des hypothèses validées, Catalystas a triangulé les résultats de nos rapports. Les documents finaux comprenaient une analyse du marché du travail par pays (mettant l'accent sur la transformation agricole dans les villes sélectionnées), une carte Google des écosystèmes telle qu'identifiée par RVO, une liste de discussions avec les parties prenantes pour chaque objectif, une analyse récapitulative complète qui rend totalement transparentes nos méthodologies de collecte de données et de formulation des résultats, ainsi que des recommandations finales et un projet d'itinéraire recommandé pour les visites de suivi dans chaque pays pour le personnel de i4Y (avec une attention particulière pour Orange Corners différente des équipes de PSD-Toolkit). Les conclusions du rapport final ont été corroborées, le cas échéant, avec les consultants locaux sous contrat dans chaque pays, ainsi qu'avec les autres parties prenantes concernées, rencontrés tout au long de cette étude. Cela a abouti à une évaluation individualisée de chaque pays et à une approche stratégique globale axée sur le Sahel que le Royaume des Pays-Bas peut (re) formuler en fonction de sa stratégie régionale pluriannuelle (MARS), de ses plans annuels et de ses programmes-cadres pour le Sahel .

Enfin, avec l'aide de nos consultants locaux, nous avons élaboré des projets de plans de mission de suivi pour l'équipe i4Y dans chaque pays. Nos consultants locaux, maintenant familiarisés avec les objectifs et la portée de la recherche ainsi qu'avec les acteurs rencontrés lors des missions sur le terrain, constitueront un excellent personnel

de soutien pour l'équipe i4Y, s'ils ont besoin d'une assistance locale pour leurs visites dans chaque pays au cours de la mission de suivi.

Nous avons également dressé la carte des programmes nationaux et internationaux d'éducation, de formation professionnelle et d'entrepreneuriat destinés aux jeunes, ainsi que de parties prenantes des secteurs public et privé, des ONGI et de la société civile. Nous avons évalué leur efficacité et leurs lacunes et étudié comment les néerlandais peuvent contribuer à renforcer les projets existants tout en développant simultanément de nouveaux programmes visant à améliorer l'autonomisation économique des jeunes de la région du Sahel en comblant les lacunes identifiées dans notre évaluation.

This is a publication of
Netherlands Enterprise Agency
Prinses Beatrixlaan 2
PO Box 93144 | 2509 AC The Hague
T +31 (0) 88 042 42 42
E klantcontact@rvo.nl
www.rvo.nl

This publication was commissioned by the ministry of Foreign Affairs.

© Netherlands Enterprise Agency | December 2019
Publication number: RVO-171/1901/RP-INT

NL Enterprise Agency is a department of the Dutch ministry of Economic Affairs and Climate Policy that implements government policy for Agricultural, sustainability, innovation, and international business and cooperation. NL Enterprise Agency is the contact point for businesses, educational institutions and government bodies for information and advice, financing, networking and regulatory matters.

Netherlands Enterprise Agency is part of the ministry of Economic Affairs and Climate Policy.